

Jusqu'à présent, nous ne connaissons que deux formes authentiques de domination totalitaire : la dictature du national-socialisme après 1938, et celle du bolchevisme depuis 1930. Ces formes de domination diffèrent fondamentalement de toutes les autres sortes de pouvoir dictatorial, despotique ou tyrannique ; et bien qu'elles se soient développées, avec une certaine continuité, à partir des dictatures de parti, leurs traits, en ce qu'ils ont d'essentiellement totalitaire, sont nouveaux et ne peuvent être rapportés aux systèmes de parti unique. L'objectif des systèmes de parti unique n'est pas seulement de s'emparer de l'administration gouvernementale mais d'investir tous les postes avec les membres du parti afin de réaliser l'amalgame complet de l'État et du parti, de sorte qu'après la prise du pouvoir le parti devient une sorte d'organe de propagande en faveur du gouvernement. Ce système n'est « total » qu'en un sens négatif : le parti dirigeant ne tolère l'existence d'aucun autre parti, d'aucune opposition, d'aucune liberté d'opinion politique. Une fois au pouvoir, une dictature de parti laisse intact le rapport de force qui existait originellement entre l'État et le parti ; le gouvernement et l'armée exercent le même pouvoir que précédemment et la « révolution » consiste uniquement en ce que les postes gouvernementaux sont dorénavant occupés par des membres du parti. Dans tous ces cas, le pouvoir du parti repose sur un monopole garanti par l'État et le parti ne possède plus son propre centre de pouvoir.

La révolution instaurée par les mouvements totalitaires après qu'ils se sont emparés du pouvoir est d'une nature autrement plus radicale. Dès le début, ils s'emploient consciemment à maintenir les différences essentielles entre l'État et le mouvement, à empêcher que les institutions « révolutionnaires » du mouvement ne soient absorbées par le gouvernement⁸⁸. La difficulté qu'il y a à se saisir de la machine étatique sans s'amalgamer avec l'appareil est levée : il suffit de limiter à

88. Hitler fit de fréquents commentaires sur les relations entre l'État et le parti ; il insista toujours sur le fait que ce n'était pas l'État, mais la race, ou « la communauté unie du peuple », qui revêtait une importance capitale (Cf. le discours cité plus haut, réimprimé en guise d'annexe aux Hitlers Tischgespräche). Dans son discours au Nuremberg Parteitag [la journée du parti] de 1935, il donna de cette théorie l'expression la plus condensée « Ce n'est pas l'État qui nous commande, c'est nous qui commandons à l'État. » Il va de soi qu'en pratique de tels pouvoirs de commandement ne sont possibles que si les institutions du parti demeurent indépendantes de celles de l'État.

ceux dont l'importance est secondaire pour le mouvement le droit de s'élever dans la hiérarchie de l'État. Tout le pouvoir réel est investi dans les institutions du mouvement et se trouve en dehors des appareils étatiques et militaires. C'est à l'intérieur du mouvement, qui demeure le centre agissant du pays, que toutes les décisions sont prises ; bien souvent, l'administration officielle n'est pas même informée de ce qui se trame et les membres du parti, dont l'ambition était de s'élever au poste de ministre, ont tous sans exception payé d'aussi « bourgeoises » aspirations en perdant leur influence sur le mouvement en même temps que la confiance de leurs chefs.

Le totalitarisme au pouvoir use de l'État comme d'une façade, destinée à représenter le pays dans le monde non totalitaire. Comme tel, l'État totalitaire est l'héritier logique du mouvement totalitaire, auquel il emprunte sa structure organisationnelle. Les dirigeants totalitaires traitent avec les gouvernements non totalitaires de la même façon qu'ils traitaient avec les partis représentés au Parlement ou les factions internes au parti avant d'accéder au pouvoir. Les voilà de nouveau, quoique sur une scène élargie au monde entier, confrontés au double problème de protéger le monde fictif du mouvement (ou du pays totalitaire) de l'impact de la réalité tout en présentant au monde extérieur normal une apparence de normalité et de bon sens.

Au-dessus de l'État et derrière les façades du pouvoir apparent, dans le dédale des multiples services, sous-jacent à tous les déplacements d'autorité et dans le chaos de l'inefficacité, se trouve le noyau du pouvoir dans le pays : les services hyper-efficaces et hyper-compétents de la police secrète⁸⁹. L'accent mis sur la police comme unique organe du pouvoir et, en regard, l'ignorance qui va de pair du potentiel apparemment plus considérable de l'armée – caractéristiques de tous les régimes totalitaires – peuvent encore s'expliquer en partie par l'aspiration totalitaire à la domination mondiale, par l'abolition consciente de la différence entre pays étranger et patrie, entre affaires étrangères et intérieures. Les forces armées, entraînées à combattre un agresseur étranger, ont toujours été un instrument douteux dans des perspectives de guerre civile ; même dans une situation totalitaire, elles ont du mal à considérer leur propre peuple avec les yeux d'un conquérant

89. Otto Gauweiler, *Rechtseinrichtungen und Rechtsaufgaben der Bewegung, 1939*, notait expressément que la position spéciale de Himmler en tant que Reichsführer SS et chef de la police allemande reposait sur le fait que l'administration de la police avait réalisé « une authentique unité du parti et de l'État », que l'on n'essaya d'atteindre nulle part ailleurs dans le gouvernement.

étranger⁹⁰. Cependant, plus important à cet égard est le fait que leur valeur devient douteuse, même en temps de guerre. Puisque le dirigeant totalitaire oriente sa politique en fonction d'un hypothétique gouvernement du monde, il traite les victimes de son agression en tant que des rebelles, coupables de haute trahison et par conséquent préfère donc gouverner les territoires occupés à l'aide de la police, et non des forces armées.

Même avant de s'emparer du pouvoir, le mouvement possède une police secrète et un service d'espionnage avec des ramifications dans divers pays. Plus tard, ses agents reçoivent plus d'argent et d'autorité que les services de renseignement réguliers de l'armée et sont souvent les chefs secrets des ambassades et des consulats à l'étranger⁹¹. Ses tâches principales consistent à former des cinquièmes colonnes, de diriger les ramifications du mouvement, d'influencer les politiques intérieures des pays respectifs et, d'une manière générale, de tout préparer pour le moment où le dirigeant totalitaire – après renversement du gouvernement ou victoire militaire – pourra ouvertement se sentir chez lui. En d'autres termes, les ramifications internationales de la police secrète sont les courroies de transmission qui transforment continuellement la politique étrangère affichée de l'État totalitaire en affaire interne virtuelle du mouvement totalitaire.

Cependant, ces fonctions que remplit la police secrète en vue de préparer l'utopie totalitaire d'une domination mondiale, sont secondaires par rapport à celles que requiert la réalisation présente de la fiction totalitaire dans un seul pays. Le rôle dominant de la police secrète dans la politique intérieure des pays totalitaires a naturellement beaucoup contribué aux conceptions erronées qui ont cours sur le totalitarisme. Tous les despotismes s'appuient lourdement sur les services secrets et se sentent beaucoup plus menacés par leur propre peuple que par n'importe quel peuple étranger. Toutefois, cette analogie entre totalitarisme et despotisme ne vaut que pour les phases liminaires de la domination totalitaire, tant que subsiste une opposition politique.

90. Pendant les révoltes des paysans dans les années 20 en Russie, Vorochilov refusa, dit-on, le concours de l'armée Rouge; cela amena la création de divisions spéciales de la Guépéou pour les expéditions punitives. Voir Anton Ciliga, *Au pays du grand mensonge, 1938* [éd. Champ libre, 1977, p. 113 de; H. Arendt se réfère à l'édition anglaise publiée en 1940: *The Russian Enigma*, p. 95].

91. En 1935, les agents de la Gestapo à l'étranger recevaient 20 millions de marks alors que le service d'espionnage régulier de la Reichswehr devait s'accommoder d'un budget de 8 millions. Voir Pierre Dehillotte, *Gestapo: l'organisation, les chefs, les agents, l'action de la Gestapo à l'étranger, 1940*, p. 11.

En ceci et à d'autres égards, le totalitarisme tire avantage et encourage consciemment les conceptions erronées non totalitaires, même si elles s'avèrent peu flatteuses. Himmler, dans son fameux discours devant l'État-major de la Reichswehr en 1937, joua le rôle d'un tyran ordinaire lorsqu'il expliqua l'inflation constante des forces de police par la nécessité d'assumer l'existence « d'un quatrième théâtre d'opérations en cas de guerre, interne à l'Allemagne⁹² ». Pareillement, Staline, presque au même moment, réussit en partie à convaincre la vieille garde bolchevique dont les confessions lui étaient nécessaires, qu'une menace de guerre pesait sur l'Union soviétique et, par conséquent, que le pays devait rester à tout prix uni, même derrière un despote. L'aspect le plus frappant de ces déclarations était qu'elles furent toutes deux faites après la disparition de toute opposition politique: ainsi, les services secrets continuèrent à se développer alors qu'il n'y avait en réalité plus d'opposants à espionner. Quand vint la guerre, Himmler n'eut besoin ni ne fit usage des *Waffen-SS* en Allemagne, sinon pour le fonctionnement des camps de concentration et la surveillance du travail forcé étranger. Le gros de l'armée SS servit sur le front de l'Est où elle fut utilisée à des « tâches spéciales » – généralement le meurtre de masse – et au renforcement d'une politique qui allait souvent à l'encontre de la hiérarchie nazie, tant militaire que civile. Comme la police secrète en Union soviétique, les formations SS arrivaient ordinairement après que les militaires avaient pacifié le territoire conquis et avaient liquidé l'opposition politique déclarée.

Néanmoins, dans les premières phases d'un régime totalitaire la police secrète et les formations d'élite du parti continuent à jouer un rôle semblable à celui qu'elles jouaient sous d'autres formes de dictature, dans les régimes de terreur bien connus du passé; l'excessive cruauté de leurs méthodes n'est sans égale que dans l'histoire des pays modernes d'Occident. La première phase de la chasse aux ennemis secrets et de la traque des anciens opposants s'accompagne en général de l'embrigadement de la population entière dans des organisations de façade et de la rééducation de vieux membres du parti pour en faire des volontaires des services d'espionnage, si bien que les sympathies plutôt douteuses des sympathisants embrigadés n'ont pas à donner d'inquiétude aux cadres spécialement entraînés de la police. À ce stade, pour celui qui en vient à nourrir des « pensées dangereuses » un voisin devient peu à peu un ennemi plus dangereux que les agents

92. Voir *Nazi Conspiracy and Aggression, 1946*, vol. IV, p. 616 et suiv.

officiels de la police. La fin de la première phase intervient avec la liquidation de toute résistance organisée, ouverte et secrète; on peut en fixer la date à 1935 environ pour l'Allemagne, et approximativement à 1930 en ce qui concerne la Russie soviétique.

Une fois l'extermination des ennemis réels achevée et la chasse aux «ennemis objectifs» ouverte, alors seulement la terreur devient la substance réelle des régimes totalitaires. Sous prétexte de bâtir le socialisme dans un seul pays, ou d'utiliser un territoire de bâtir le socialisme dans un seul pays, ou d'utiliser un territoire révolutionnaire, ou encore de réaliser la *Volksgemeinschaft* [la Communauté du peuple], la seconde prétention du totalitarisme, la prétention à la domination totale, se traduit dans les faits. Et, bien qu'en théorie la domination totale ne soit possible qu'à condition d'avoir étendu son règne au monde entier, les régimes totalitaires ont prouvé que cette partie de l'utopie totalitaire peut être réalisée presque à la perfection, car elle est temporairement indépendante de la défaite ou de la victoire. Ainsi Hitler pouvait-il se réjouir, au milieu des revers militaires, de l'extermination des Juifs et de la mise en place d'usines de mort. Peu importe le résultat final: sans la guerre, il n'aurait jamais été possible de «brûler les ponts» et de réaliser certains des objectifs du mouvement totalitaire⁹⁵.

Les formations d'élite du mouvement nazi et les «cadres» du mouvement bolchevique œuvraient pour la domination totale plus que pour la sécurité du régime au pouvoir. Tout comme la prétention totalitaire à régir le monde est, en apparence seulement, de même nature que l'expansion impérialiste, ainsi la prétention à la domination totalitaire semble seulement familière à qui étudie le despotisme. Si la différence majeure entre l'expansion totalitaire et l'expansion impérialiste tient à ce que la première ne reconnaît aucune différence entre une patrie et un pays étranger, la différence majeure entre une police secrète despotique et une police secrète totalitaire tient à ce que la seconde ne fait pas la chasse aux pensées secrètes et n'use pas de la vieille méthode des services secrets, la provocation⁹⁴.

93. Voir note 63.

94. Maurice Laporte, Histoire de l'Okhrana, 1935, appelle à juste titre la méthode de la provocation, «la première pierre» de l'édifice de la police secrète (p. 19). En Russie soviétique, la provocation, loin d'être l'arme secrète de la police secrète, a été utilisée comme méthode publique la plus largement propagée du régime pour prendre la température de l'opinion publique. La répugnance de la population à profiter des invitations qui lui sont périodiquement faites à critiquer, ou à réagir aux intermédiaires «libéraux» dans le régime de la terreur, montre que de tels gestes sont compris au niveau des masses comme une provocation. La provocation est bien sûr devenue la version totalitaire des consultations électorales.

Étant donné que la police secrète totalitaire commence sa carrière après la pacification du pays, elle apparaît toujours comme entièrement superflue à tous les observateurs étrangers - à moins qu'au contraire elle ne les incite à imaginer à tort l'existence d'une résistance secrète⁹⁵. L'inutilité des services secrets n'a rien de nouveau; ils ont toujours été obsédés par le besoin de prouver leur utilité et de garder leur place, une fois accomplie la tâche pour laquelle ils ont été créés. Les méthodes employées à cette fin ont fait de l'étude historique des révolutions une entreprise plutôt difficile. Il apparaît, par exemple, que sous le règne de Louis-Napoléon il n'y eut pas une seule action antigouvernementale qui n'eût été inspirée par la police secrète elle-même⁹⁶. De manière similaire, le rôle des agents secrets dans tous les partis révolutionnaires de la Russie tsariste donne fortement à penser que, sans les actions provocatrices qu'ils suscitèrent, le cours du mouvement révolutionnaire russe eût été bien moins jalonné de succès⁹⁷. En d'autres termes, la provocation contribua autant à maintenir la continuité de la tradition qu'à briser à maintes reprises l'organisation révolutionnaire.

Le rôle ambigu de la provocation est peut-être l'une des raisons qui incitèrent les dirigeants totalitaires à l'écartier. En outre, la provocation n'est évidemment nécessaire que dans l'hypothèse où le soupçon ne suffit pas à entraîner l'arrestation et le châtement. Aucun dirigeant totalitaire n'a, bien entendu, jamais songé à des situations où il devrait recourir à la provocation pour prendre au piège un ennemi supposé. Plus important que ces considérations techniques, le totalitarisme a

95. Intéressantes sont à cet égard les tentatives faites par les fonctionnaires civils nazis pour réduire en Allemagne la compétence et le personnel de la Gestapo en se fondant sur le fait que la nazification du pays avait désormais été réalisée. Himmler qui, à ce moment-là (1934 environ), voulait au contraire développer les services secrets, dut en conséquence exagérer le danger venant des «ennemis de l'intérieur». Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. II, p. 259; vol. V, p. 205; vol. III, p. 547.

96. Voir Jean Galtier-Boissière, Les Mystères de la police secrète française, 1938, p. 234.

97. Il semble après tout que ce ne fut nullement par accident que la création de l'Okhrana inaugura en 1880 une période d'activité révolutionnaire inégalée en Russie. Afin de prouver son utilité, il fallait à l'occasion organiser des meurtres, et ses agents «servaient malgré eux les idées de ceux qu'ils dénonçaient [...]. Qu'une brochure fût distribuée par un membre de la police, ou que l'exécution d'un ministre fût organisée par un Azev, le résultat était le même» (Maurice Laporte, Histoire de l'Okhrana, p. 25). Bien plus, les exécutions plus importantes - Stolypine et von Plehve - semblent avoir été le fait de la police. Décisif pour la tradition révolutionnaire est le fait qu'en périodes de calme les membres de la police devaient «exciter les énergies et stimuler le zèle» des révolutionnaires (ibid., p. 71). Voir également Bertram D. Wolfe, Three Who made a Revolution: Lenin, Trotsky, Stalin, 1948, qui appelle ce phénomène «socialisme de police».

défini idéologiquement ses ennemis avant de s'emparer du pouvoir, de sorte que les catégories de « suspects » n'étaient pas établies en fonction des informations de la police. Ainsi les Juifs dans l'Allemagne nazie, pas plus que les descendants des anciennes classes dirigeantes en Russie soviétique, n'étaient-ils pas suspects d'activités hostiles : ils s'étaient vus déclarer ennemis « objectifs » du régime, conformément à l'idéologie de celui-ci.

La différence majeure entre la police secrète despotique et la police secrète totalitaire est celle qui sépare le « suspect » de l'« ennemi objectif ». Ce dernier se définit en fonction de la ligne politique du gouvernement et non par le désir qu'il a de le renverser⁹⁸. Il n'est jamais un individu dont les pensées dangereuses doivent être l'objet d'une provocation ou dont le passé justifie les soupçons qui pèsent sur lui, mais un « porteur de tendances » comme d'autres sont porteurs d'une maladie⁹⁹. Concrètement, le dirigeant totalitaire agit comme un homme qui en insulte un autre avec opiniâtreté, jusqu'à ce que tout le monde sache que ce dernier est son ennemi : alors il peut, avec quelque chance d'être cru, aller le tuer en invoquant la légitime défense. C'est assurément un peu sommaire, mais cela marche – comme le sait toute personne qui a eu l'occasion d'observer comment certains carriéristes heureux éliminent leurs rivaux.

L'introduction de la notion d'« ennemi objectif » est bien plus décisive pour le fonctionnement des régimes totalitaires que la définition idéologique des catégories qui lui correspondent. S'il n'était question que de la haine des Juifs ou des bourgeois, les régimes totalitaires pour-

98. Hans Frank, qui devint plus tard responsable du Generalgouvernement en Pologne, établit une différence typique entre une personne « dangereuse pour l'État », et une personne « hostile à l'État ». La première dénomination implique une qualité objective, indépendante de la volonté et du comportement ; la police politique nazie n'est pas seulement concernée par les actes hostiles à l'État mais par « toutes les tentatives – quel que soit leur but – qui par leurs effets mettent en danger l'État ». Voir *Deutsches Verwaltungsrecht*, p. 420-430. Traduction extraite de *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. II, p. 881 et suiv. Dans les termes de Theodor Maunz, *Gestalt und Recht der Polizei*, 1943, p. 44 : « En éliminant les personnes dangereuses, les mesures de sécurité [...] visent à préserver l'État d'un danger pour la communauté nationale, indépendamment de tout délit qui a pu être commis par ces personnes. [Il s'agit de] se préserver d'un danger objectif. »

99. R. Höhn, un juriste nazi, membre des SS, dans une notice nécrologique sur Reinhardt Heydrich, qui, avant de dominer la Tchécoslovaquie, avait été l'un des plus proches collaborateurs de Himmler, dit qu'il considérait ses adversaires « non comme des individus, mais comme des porteurs de tendances mettant l'État en danger et par conséquent au ban de la communauté nationale » ; *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 6 juin 1942, tiré de Ernst Kohn-Bramstedt, *Dictatorship and Political Police...*, 1945.

raient, après la perpétration d'un unique et gigantesque crime, en revenir, comme avant, à des règles de vie et de gouvernement normales. Comme on le sait, c'est l'inverse qui est vrai. La catégorie des ennemis objectifs survit aux premiers adversaires, idéologiquement définis, du mouvement ; de nouveaux ennemis objectifs sont découverts au gré de changements de circonstances : les nazis, devant l'achèvement prochain de l'extermination des Juifs, avaient pris les premières dispositions nécessaires pour la liquidation du peuple polonais, tandis que Hitler allait jusqu'à projeter de décimer certaines catégories d'Allemands¹⁰⁰ ; les Bolcheviks, qui s'en étaient d'abord pris aux descendants des anciennes classes dirigeantes, appliquèrent à plein leur terreur contre les koulaks (au début des années 30) ; ceux-ci furent bientôt suivis par les Russes d'origine polonaise (entre 1936 et 1938), les Tatars et les Allemands de la Volga pendant la guerre, les anciens prisonniers de guerre et les unités d'occupation de l'armée Rouge après la guerre, et la communauté juive de Russie après la fondation d'un État juif. Le choix de telles catégories n'est jamais complètement arbitraire : étant donné qu'on les rend publiques et qu'on s'en sert à des fins de propagande à l'étranger, elles doivent pouvoir faire figure d'ennemis potentiels plausibles. Le choix d'une catégorie déterminée peut même être dû à certains besoins que ressent le mouvement dans son ensemble en matière de propagande : ainsi en est-il, par exemple, de l'apparition entièrement nouvelle de l'antisémitisme gouvernemental en Union soviétique ; sans doute comptait-elle par là s'attirer des sympathies dans les pays satellites d'Europe. Les procès-spectacles où sont requis des aveux subjectifs de culpabilité de la part d'ennemis « objectivement » identifiés s'inscrivent dans la même ligne. Les meilleures représentations sont celles où se produisent ces acteurs qui ont reçu un endoctrinement totalitaire : cela les rend en effet capables de comprendre « subjectivement » leur propre nocivité

100. Dès 1941, au cours d'une réunion d'état-major au quartier général de Hitler, on proposa que soient appliquées à la population polonaise les réglementations par lesquelles on avait préparé les Juifs aux camps d'extermination : changement de nom pour ceux qui étaient d'origine allemande ; peines de mort pour les rapports sexuels entre Allemands et Polonais (Rassenschande) ; obligation de porter en Allemagne l'insigne P semblable à l'étoile jaune pour les Juifs (voir *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. VIII, p. 237 et suiv., et le journal de Hans Frank, *The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948*, vol. XXIX, p. 683). Naturellement, les Polonais commencèrent très tôt à s'inquiéter du sort qui serait le leur, une fois terminée l'extermination des Juifs (*Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. IV, p. 916). Pour les projets de Hitler concernant le peuple allemand, voir la note 80.

« objective » et d'avouer « pour les besoins de la cause¹⁰¹ ». Le concept d'« opposant objectif », dont l'identité varie au gré des circonstances – si bien que, sitôt une catégorie liquidée, la guerre peut être déclarée à une autre –, correspond exactement à la situation de fait, répétée tant et tant de fois, par les dirigeants totalitaires : leur régime n'est, en aucun sens traditionnel, un gouvernement mais un *mouvement* qui, dans sa progression, ne cesse de buter sur de nouveaux obstacles à éliminer. Dans la mesure où l'on peut vraiment parler d'une pensée légale à l'intérieur du système totalitaire, l'« opposant objectif » en constitue l'idée centrale.

Le changement de position de la police secrète dans l'État totalitaire est étroitement lié à cette métamorphose du suspect en ennemi objectif. Les services secrets ont toujours été appelés à juste titre un État dans l'État, et non seulement dans les régimes despotiques, mais aussi sous des gouvernements constitutionnels ou semi-constitutionnels. La simple possession d'informations secrètes a toujours conféré à ce secteur une supériorité décisive sur tous les autres secteurs de l'administration ; elle a toujours constitué une menace ouverte pour les membres du gouvernement¹⁰². La police totalitaire, au contraire, est totalement assujettie à la volonté du Chef : lui seul peut décider qui sera le prochain ennemi potentiel et peut aussi bien désigner, comme le fit Staline, les cadres de la police à la liquidation. En effet, depuis que la police s'est vue interdire l'usage de la provocation, ceux-ci ont été privés des moyens leur permettant de perpétuer leur indépendance à l'égard du gouvernement. Ils sont tombés, en ce qui concerne la sécurité de leurs emplois, dans une complète dépendance à l'égard des autorités supérieures. Comme l'armée dans un État non totalitaire, la police dans les pays totalitaires se contente d'exécuter la poli-

101. Friedrich Beck et W. Godin, *Russian Purge...*, p. 87, parlent des « caractéristiques objectives » qui entraînaient l'arrestation en URSS ; parmi elles figurait l'appartenance au NKVD (p. 153). Une intime connaissance subjective de la nécessité objective de l'arrestation et de l'aveu pouvait très facilement s'obtenir des anciens membres de la police secrète. Dans les termes d'un ex-agent du NKVD, cela donne : « Mes supérieurs me connaissent suffisamment moi et mon travail ; et si le parti et le NKVD requièrent maintenant de moi que je fasse de tels aveux, c'est qu'ils doivent avoir de bonnes raisons d'agir de la sorte. Mon devoir en tant que loyal citoyen soviétique est de ne pas me soustraire à l'aveu que l'on requiert de moi » (ibid., p. 231).

102. Cet état de choses est bien connu en France, où les ministres vivaient dans la crainte perpétuelle des dossiers* secrets de la police. Pour la situation en Russie tsariste, voir Maurice Laporte, *Histoire de l'Okhrana*, p. 22-23 : « L'Okhrana finira par exercer un pouvoir bien supérieur à celui d'autorités plus régulières [...] L'Okhrana [...] n'informe le tsar que de ce dont elle veut bien l'informer. »

tique prescrite et a perdu toutes les prérogatives qui étaient les siennes dans les bureaucraties de type despotique¹⁰³.

Le devoir de la police totalitaire n'est pas de découvrir les crimes mais de passer à l'action quand le gouvernement décide de faire arrêter une certaine catégorie de la population. Politiquement, elle se distingue surtout par le fait qu'elle est seule à partager les secrets de l'autorité suprême, que seule elle sait sur quelle ligne politique sera mis l'accent. Cela ne vaut pas seulement pour les questions de haute politique, comme la liquidation d'une classe tout entière ou d'un groupe ethnique (les cadres de la Guépéou étaient seuls à connaître les véritables buts du gouvernement soviétique au début des années 30, de même que les SS étaient seuls à savoir que les Juifs devaient être exterminés au début des années 40) ; en vérité, c'est pour toute la vie quotidienne qu'il en va ainsi dans une situation totalitaire : seuls les agents du NKVD savent ce que veut Moscou, quand, dans une entreprise industrielle, elle ordonne par exemple d'accélérer les cadences de fabrication des tuyaux – car Moscou peut tout simplement vouloir plus de tuyaux, comme il peut vouloir ruiner le directeur de l'usine, ou liquider toute la direction, ou encore supprimer cette usine particulière, ou enfin voir cet ordre répété à l'échelle nationale, de sorte qu'une nouvelle purge peut commencer.

Une des raisons du dédoublement des services secrets, dont les agents ne se connaissent pas entre eux, est que la domination totale exige la plus extrême flexibilité : pour reprendre notre exemple sur les tuyaux, Moscou peut très bien, au moment où il transmet son ordre, ne pas encore savoir si ce sont des tuyaux qu'il veut – on en a toujours besoin – ou une purge. La multiplication des services secrets rend toujours possibles les changements de dernière minute, si bien qu'un réseau peut s'approprier à décorer le directeur de l'usine de l'ordre de Lénine tandis qu'un autre se dispose à l'arrêter. L'efficacité de la police tient à ce que des missions aussi contradictoires peuvent être préparées simultanément.

Sous les régimes totalitaires comme sous les autres, la police secrète détient le monopole de certains renseignements vitaux. Mais le genre de savoir que seule la police peut posséder a subi une importante modification : la police n'a plus à se préoccuper de savoir ce qui se

103. « À la différence de l'Okhrana, qui avait constitué un État dans l'État, la Guépéou est un département du gouvernement soviétique [...] et ses activités sont bien moins indépendantes » (Roger N. Baldwin, « Political Police », *Encyclopedia of social sciences*).

passé dans la tête des futures victimes (la plupart du temps, elle ignore qui seront ces victimes), elle est devenue le dépositaire des plus grands secrets d'État. Cela signifie automatiquement un surcroît de prestige et une promotion, si rude que soit la perte certaine de pouvoir réel dont ceux-ci s'accompagnent. Les services secrets ne savent plus rien que le Chef ne sache mieux qu'eux ; en termes de pouvoir, ils sont déçus au rang d'exécutants.

D'un point de vue légal, plus intéressante encore que la mutation du suspect en ennemi objectif est la substitution totalitaire du crime possible à la faute suspectée. Le crime possible n'est pas plus subjectif que l'ennemi objectif. Tandis que le suspect est arrêté parce qu'on le croit capable de commettre un crime qui correspond plus ou moins à sa personnalité (ou à sa personnalité suspectée¹⁰⁴), la version totalitaire du crime possible se fonde sur une anticipation logique d'évolutions objectives. Les procès de Moscou de la vieille garde bolchevique et des chefs de l'armée Rouge donnèrent des exemples classiques de châtiements pour des crimes possibles. Derrière les extravagantes accusations forgées de toutes pièces, on peut aisément détecter le calcul logique suivant : l'évolution en Union soviétique peut mener à une crise ; une crise peut mener au renversement de la dictature stalinienne ; cela peut affaiblir la puissance militaire du pays et créer une situation où le nouveau gouvernement serait contraint de signer une trêve ou même de conclure une alliance avec Hitler. Sur quoi, Staline en vint à déclarer qu'un complot se tramait en vue de renverser le gouvernement avec la complicité de Hitler¹⁰⁵. En face de ces possibili-

104. Typique du concept de suspect est l'histoire suivante, rapportée par Constantin Pobiedonostev (*L'Autocratie russe : mémoires politiques, correspondance officielle et documents inédits... 1881-1894, 1927*) : le général Cherevin de l'Okhrana est prié, parce que la partie adverse a engagé un avocat juif, d'intervenir en faveur d'une dame qui est sur le point de passer un procès. Le général dit : « La nuit même j'ordonnai l'arrestation de ce maudit Juif et le gardai en détention sous le prétexte que sa personne était politiquement suspecte [...]. Après tout, pouvais-je traiter semblablement des amis et un sale Juif qui est peut-être innocent aujourd'hui mais qui était coupable hier ou le sera demain ? »

105. Les accusations aux procès de Moscou « étaient fondées [...] sur une anticipation grotesquement déformante et caricaturale des développements possibles. Il [Staline] raisonna probablement de cette façon : il se peut qu'ils veuillent me renverser pendant une crise, je les accuserai d'avoir déjà fait cette tentative [...]. Un changement de gouvernement peut affaiblir le pouvoir combatif de la Russie et, s'ils réussissent, il se peut qu'ils soient obligés de conclure un armistice avec Hitler, peut-être même accepter une cession de territoire [...]. Je les accuserai d'avoir trahi, d'avoir conclu une alliance avec l'Allemagne [...] et d'avoir cédé des territoires soviétiques... » Telle est la brillante explication qu'Isaac Deutscher donne des procès de Moscou (Staline, 1953, p. 298) [H. Arendt se réfère à l'édition parue en 1949, Stalin..., p. 377].

tés « objectives », quoique tout à fait improbables, il n'y avait que des facteurs « subjectifs », telles la loyauté des accusés, leur fatigue, leur incapacité à comprendre ce qui se passait, leur ferme conviction que sans Staline tout serait perdu, leur sincère haine du fascisme – c'est-à-dire un certain nombre de détails factuels auxquels manquait, naturellement, la cohérence du crime fictif, logique, possible. L'hypothèse centrale du totalitarisme selon laquelle tout est possible conduit donc à l'élimination systématique de tout ce qui pourrait gêner la réalisation de son absurde et terrible conséquence : que tout crime imaginé par les dirigeants doit être puni, sans se soucier de savoir s'il a ou non été commis. Le crime possible, comme l'ennemi objectif, dépasse bien sûr la compétence de la police, qui ne peut ni le découvrir, ni l'inventer, ni le provoquer. Ici encore, les services secrets dépendent entièrement des autorités politiques. Leur indépendance en tant qu'État dans l'État a disparu.

Il n'y a qu'un aspect par lequel la police secrète totalitaire ressemble encore étroitement aux services secrets des pays non totalitaires. Traditionnellement, c'est-à-dire depuis Fouché, la police secrète a toujours tiré profit de ses victimes pour augmenter de certaines ressources peu orthodoxes le budget qui lui est officiellement accordé par l'État : il lui suffit de prendre une place d'associée dans les activités qu'elle est censée supprimer, comme le jeu et la prostitution¹⁰⁶. Ces méthodes illégales d'autofinancement, allant de l'acceptation amicale de pots-de-vin au chantage pur et simple, étaient un facteur essentiel de la liberté dont jouissaient les services secrets à l'égard des autorités publiques et renforçaient leur position d'État dans l'État. Il est curieux de constater que le financement des activités de la police au moyen des subsides fournis par les victimes a survécu à tous les autres changements. En Russie soviétique, le NKVD dépend presque entièrement de l'exploitation du travail forcé qui, de fait, ne semble avoir d'autre profit ni d'autre objectif que de financer le gigantesque

On peut trouver un bon exemple de la version nazie du crime possible dans Hans Frank, *Deutsches Verwaltungsrecht* : « Un catalogue complet des tentatives "dangereuses pour l'État" ne peut jamais être dressé car on ne peut jamais prévoir ce qui mettra en danger les dirigeants et le peuple à l'avenir » (*traduction tirée de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 881*).

106. Les méthodes criminelles de la police secrète ne sont pas, bien sûr, le monopole de la tradition française. En Autriche, par exemple, la redoutable police politique fut sous Marie-Thérèse organisée par Kaunitz à partir des cadres des soi-disant « commissaires à la chasteté » qui vivaient de la pratique du chantage. Voir Moritz Bermann, *Maria-Theresa und Kaiser Joseph II, 1881. Je dois cette référence à Robert Pick*.

appareil secret¹⁰⁷. Himmler finança d'abord les troupes SS, qui formaient les cadres de la police secrète nazie, au moyen des biens confisqués aux Juifs; puis il conclut un accord avec Darré, le ministre de l'Agriculture, aux termes duquel il recevrait les quelques centaines de millions de marks que Darré gagnait chaque année en achetant à bas prix les produits agricoles à l'étranger pour les revendre à prix fixes en Allemagne¹⁰⁸. Cette source de revenus réguliers disparut évidemment pendant la guerre. Albert Speer, le successeur de Todt et le plus grand employeur de main-d'œuvre en Allemagne après 1942, proposa un marché semblable à Himmler en 1942: si Himmler acceptait de soustraire à l'autorité des SS les travailleurs forcés qui étaient importés, dont le travail avait été remarquablement inefficace, l'organisation Speer verserait un certain pourcentage de ses profits aux SS¹⁰⁹. À de telles sources de revenus plus ou moins régulières, Himmler ajouta les vieilles méthodes de chantage des services secrets en temps de crise financière: dans leurs communautés, les unités SS formèrent des groupes d'« Amis des SS » qui devaient fournir « volontairement » les fonds nécessaires pour couvrir les besoins des représentants locaux des SS¹¹⁰. (Il convient de noter que, dans ces diverses opérations financières, la police secrète nazie n'exploitait pas ses prisonniers. Sauf pendant les dernières années de la guerre, lorsque l'utilisation du matériel humain dans les camps de concentration ne fut plus du ressort du seul Himmler, le travail dans les camps « n'avait pas de dessein rationnel, sinon celui d'augmenter le fardeau et la torture des infortunés prisonniers¹¹¹ ».)

107. *Que la gigantesque organisation de la police secrète soit payée avec les profits retirés du travail forcé, c'est un fait certain; ce qui est surprenant c'est que le budget de la police semble ne pas être entièrement couvert par ceux-ci; Victor Kravchenko, I. Chose Freedom... [J'ai choisi la liberté...], fait état de taxes spéciales, par lesquelles le NKVD imposait les citoyens condamnés qui continuaient à vivre et à travailler librement.*

108. Voir Fritz Thyssen, *I Paid Hitler*, 1941.

109. Voir *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. I, p. 916-917. *L'activité économique des SS était centralisée dans un bureau des affaires économiques et administratives. Au Trésor et au fisc, les SS déclaraient leurs avoirs financiers comme « propriété du parti affectée à des projets spéciaux » (lettre du 5 mai 1943, tirée de M. Wolfson, « Übersicht der Gliederung verbrecherischer Nazi-Organisationen », Omgus, décembre 1947).*

110. Voir Ernst Kohn-Bramstedt, *Dictatorship and Political Police...*, 1945, p. 112. *Le mobile de chantage se révèle clairement si nous considérons que cette manière d'augmenter les fonds fut toujours pratiquée par les unités locales des SS dans les localités où elles étaient stationnées; voir Der Weg der SS, publié par la SS-Hauptamt-Schulungsamt (s.d.), p. 14.*

111. Ernst Kohn-Bramstedt, *Dictatorship and Political Police...*, 1945, p. 124. *On fit à cet égard quelques concessions, dans le cas de ces demandes qui avaient trait à l'entretien des camps et aux besoins personnels des SS. Voir Wolfson, la lettre du*

Cependant ces irrégularités financières sont les seules traces d'un lien avec la tradition de la police secrète – et elles n'ont, à vrai dire, guère d'importance. Le mépris général des régimes totalitaires pour les questions économiques et financières les a rendues possibles, en sorte que les méthodes qui seraient illégales dans des conditions normales et qui distingueraient la police secrète d'autres départements plus respectables de l'administration, n'indiquent plus que nous avons ici affaire à un service qui jouit de son indépendance, qui ne relève d'aucune autre autorité, qui vit dans une atmosphère d'irrégularité, de non-respectabilité et d'insécurité. La position de la police secrète totalitaire s'est, au contraire, complètement stabilisée et ses services sont totalement intégrés à l'administration. Non seulement l'organisation n'outrepasse pas les limites fixées par la loi, mais elle est l'incarnation même de la loi, et sa respectabilité est au-dessus de tout soupçon. Elle n'organise plus de meurtres de sa propre initiative, ne provoque plus les crimes contre l'État et la société, et elle réprime sévèrement toutes les formes de corruption, de chantage et de gains financiers illicites. Le sermon, assorti de menaces bien réelles, que Himmler pouvait se permettre de faire à ses hommes en pleine guerre – « Nous avons le droit moral [...] d'exterminer ce peuple [juif] résolu à nous exterminer, mais nous n'avons pas le droit de nous enrichir, de quelque manière que ce soit, serait-ce d'un manteau de fourrure, d'une montre, d'un seul mark, ou d'une cigarette¹¹² » – rend un son tout à fait inouï dans l'histoire de la police secrète. Si celle-ci se préoccupe encore des « pensées dangereuses », ce ne sont pas celles dont les personnes suspectées savent qu'elles sont dangereuses; l'embrigadement de toute vie artistique et intellectuelle exige une refonte et une révision perpétuelles des critères; il s'accompagne naturellement d'éliminations répétées d'intellectuels dont les « pensées dangereuses » consistent ordinairement en idées jugées la veille parfaitement orthodoxes. Par conséquent, alors que le rôle proprement policier de la police secrète est devenu superflu, son rôle économique, dont on pense parfois qu'il a remplacé le premier, est encore plus douteux. Il est certes indéniable que le NKVD raffe périodiquement un certain pourcentage de la population soviétique pour l'envoyer dans des camps connus sous l'appellation flatteuse et fautive de camps

19 septembre 1941 de Oswald Pohl, chef de la WVH (Wirtschafts- und Verwaltungs-Hauptamt) au commissaire du Reich pour le contrôle des prix. Il semble que toutes ces activités économiques ne se sont développées dans les camps de concentration que pendant la guerre, et sous la pression d'une pénurie aiguë de main-d'œuvre.

112. Discours de Himmler à Posen en octobre 1943, *International Military Trials, Nuremberg, 1945-1946*, vol. 29, p. 146.

de travaux forcés¹¹³; il est bien possible que ce soit la manière soviétique de résoudre le problème du chômage; mais on sait aussi généralement que le rendement dans ces camps est infiniment plus bas que celui du travail normal en Union soviétique et qu'il suffit à peine à couvrir les dépenses de l'appareil policier.

Le rôle politique de la police secrète, le « mieux organisé et le plus efficace » de tous les services du gouvernement¹¹⁴ dans l'appareil du pouvoir du régime totalitaire, n'est ni douteux ni superflu. Il constitue le véritable organe exécutif du gouvernement par l'intermédiaire duquel tous les ordres sont transmis. Avec le réseau d'agents secrets, le dirigeant totalitaire a créé pour son usage personnel une courroie de transmission directement exécutive qui, par contraste avec la structure en oignon de la hiérarchie apparente, est complètement coupée et isolée de toutes les autres institutions¹¹⁵. En ce sens, les agents de la

113. « *Bek Bulat* (nom de plume d'un ancien professeur soviétique) a pu étudier les documents du NKVD du Nord-Caucase. D'après ces documents, il était clair qu'en juin 1937, lorsque la grande purge battait son plein, le gouvernement avait ordonné aux membres locaux du NKVD d'arrêter un certain pourcentage de la population [...]. Ce pourcentage variait d'une province à l'autre, atteignant 5 % dans les contrées les moins sûres. La moyenne pour l'ensemble de l'Union soviétique se situait autour de 3 %. » Rapporté par David J. Dallin, *The New Leader*, 8 juin 1949. Friedrich Beck et W. Godin (*Russian Purge...*, p. 239) en arrivent à une hypothèse légèrement différente et tout à fait plausible, selon laquelle « les arrestations étaient planifiées comme suit : les dossiers du NKVD couvraient pratiquement toute la population, et chaque individu était classé dans une catégorie. Ainsi disposait-on dans chaque ville de statistiques montrant combien d'anciens Blancs, de membres des partis d'opposition, etc., figuraient au nombre de ses habitants. Tous les documents incriminants rassemblés [...] et amoncelés grâce aux aveux des prisonniers entraient aussi dans les dossiers, et chacun avait sa carte marquée d'un signe indiquant à quel degré il était tenu pour dangereux; ceci dépendant du nombre de documents suspects et accusateurs apparaissant à son dossier. Étant donné que les statistiques étaient régulièrement communiquées aux autorités supérieures, il était possible d'opérer à tout moment une purge, en étant pleinement au fait du nombre exact de personnes figurant dans chaque catégorie. »

114. Roger N. Baldwin, « *Political Police* », *Encyclopedia of social sciences*.

115. Les cadres de la police secrète russe étaient « à la disposition personnelle » de Staline, autant que les troupes de choc SS (*Verfügungstruppen*) l'étaient à celle de Hitler. Toutes deux, même lorsqu'elles étaient appelées à servir aux côtés des forces armées en temps de guerre, relevaient d'une juridiction spéciale. Les « lois spéciales sur le mariage » qui servaient à établir une ségrégation entre les SS et le reste de la population, furent le premier, et le plus fondamental, des règlements que Himmler instaura lorsqu'il prit en main la réorganisation des SS. Avant même les « lois sur le mariage » de Himmler, en 1927, les SS reçurent par décret officiel l'instruction « de ne jamais participer aux discussions au cours des réunions des membres du [parti] » (*Der Weg der SS*). Même attitude chez les membres du NKVD, qui restent délibérément sur la réserve et qui, surtout, ne s'associent jamais aux autres sections de l'aristocratie du parti (*Friedrich Beck et W. Godin, Russian Purge...*, p. 163).

police secrète sont la seule classe ouvertement dirigeante des pays totalitaires; leurs critères et leur échelle de valeurs imprègnent toute la texture de la société totalitaire.

De ce point de vue, il n'est guère surprenant que certaines qualités particulières de la police secrète soient, plutôt que des particularités de la police secrète totalitaire, des qualités générales de la société totalitaire. Dans des conditions totalitaires, la catégorie de suspect englobe la population entière : toute pensée qui dévie de la ligne officiellement prescrite, et sans cesse changeante, est déjà suspecte, quel que soit le champ d'activité où elle se manifeste. Du seul fait qu'ils sont capables de penser, les êtres humains sont suspects par définition, et une conduite exemplaire ne met jamais à l'abri du soupçon car la capacité humaine de penser est aussi celle de changer d'avis. En outre, puisqu'il est impossible de connaître avec une absolue certitude le cœur d'un autre homme – la torture n'est dans ce contexte que la tentative désespérée, éternellement vaine d'atteindre ce qui ne peut l'être – le soupçon ne peut plus être dissipé dès lors que ni une communauté de valeurs, ni les comportements prévisibles de l'intérêt personnel n'existent en tant que réalités sociales (distinctes des réalités purement psychologiques). Ainsi, la défiance mutuelle imprègne toutes les relations sociales des pays totalitaires et engendre un climat qui règne partout, même en dehors du domaine réservé de la police secrète. Dans les régimes totalitaires la provocation, autrefois l'apanage du seul agent secret, devient une façon de se comporter avec son voisin, méthode que chacun, bon gré mal gré, est obligé de suivre. Chacun est en quelque sorte l'*agent provocateur** de n'importe qui d'autre; car, manifestement, chacun se qualifierait lui-même d'*agent provocateur**, si jamais un échange familial et amical d'« idées dangereuses » (ou qui entre-temps le seraient devenues) venait à la connaissance des autorités. La collaboration de la population pour dénoncer les opposants politiques, ses offres volontaires de service pour le mouchardage, ne sont certainement pas sans précédent, mais ils sont si bien organisés dans les pays totalitaires que le travail des spécialistes est presque superflu. Dans un système d'espionnage omniprésent, où tout un chacun peut être un agent de la police, où chaque individu se sent constamment surveillé; dans des circonstances, en outre, où les carrières sont extrêmement périlleuses, où les ascensions aussi bien que les chutes les plus spectaculaires sont devenues quotidiennes, chaque mot devient équivoque et susceptible d'une « interprétation » rétrospective. La manière dont la société totalitaire est imprégnée par les méthodes et les critères de la police secrète trouve sa plus frappante illustration

dans le domaine des carrières. L'agent double dans les régimes non totalitaires servait la cause qu'il était censé combattre, presque autant, sinon plus parfois, que les autorités. Il n'était pas rare qu'il nourrisse une sorte d'ambition double : il voulait s'élever à la fois dans les rangs des partis révolutionnaires et dans ceux de l'administration. Pour obtenir une promotion sur les deux tableaux, il lui suffisait d'adopter certaines méthodes qui, dans une société normale, font partie des rêves du petit employé qui avance à l'ancienneté : grâce à ses accointances avec la police il pouvait, à coup sûr, éliminer ses rivaux et ses supérieurs dans le parti, et grâce à ses accointances avec les révolutionnaires, il avait au moins une chance de se débarrasser de son chef dans la police¹¹⁶. Si nous considérons les conditions requises pour faire carrière dans la société russe actuelle, la ressemblance avec les méthodes que nous venons d'évoquer est frappante. Ce ne sont pas seulement les hauts dignitaires qui doivent leurs places aux purges qui ont chassé leurs prédécesseurs, mais les promotions qui, à tous les stades de la vie, s'accroissent de cette manière. Une purge nationale, tous les dix ans, fait de la place à la nouvelle génération, fraîchement diplômée et avide de postes. C'est le gouvernement lui-même qui a institué ces conditions d'avancement que le membre de la police avait dû autrefois créer.

Ce renouvellement périodique et violent de la gigantesque machine administrative tout entière, s'il interdit le développement des compétences, a maints avantages : il assure la relative jeunesse des fonctionnaires et empêche une stabilisation des conditions qui, en temps de paix du moins, constituent un danger pour le pouvoir totalitaire ; en éliminant l'ancienneté et le mérite, il prévient le développement de ces loyautés qui lient généralement les jeunes collaborateurs à l'opinion et au bon vouloir d'ainés dont dépend leur avancement ; il élimine définitivement tous les risques de chômage et assure à chacun un travail compatible avec sa formation. Ainsi, en 1939, une fois terminée la gigantesque purge en Union soviétique, Staline pouvait noter avec une grande satisfaction que « le parti était en mesure de promouvoir à des postes de direction dans les affaires de l'État ou du parti plus de 500 000 jeunes Bolcheviks¹¹⁷ ». L'humiliation sous-jacente de devoir sa place à l'élimination injuste de son prédécesseur a le même effet

116. *La brillante carrière de l'agent secret Roman V. Malinovski, qui finit comme député des Bolcheviks à la Douma l'illustre bien. Voir Bertram D. Wolfe, Three Who Made a Revolution : Lenin, Trotsky, Stalin, 1948, chap. XXXI.*

117. Tiré de *Abdurakhan Avtorokhanov, The Reign of Stalin, 1953.*

démoralisant qu'a eu l'élimination des Juifs des professions en Allemagne : il fait de chaque titulaire d'un emploi un complice conscient des crimes commis par le gouvernement et leur bénéficiaire, qu'il s'en félicite ou non, avec ce résultat que l'individu humilié défendra le régime avec d'autant plus d'acharnement qu'il y est plus sensible. En d'autres termes, ce système n'est que le déploiement logique du principe du Chef avec toutes ses implications ; il est aussi la meilleure garantie possible de loyauté : en effet il rend chaque génération nouvelle tributaire, quant à ses moyens d'existence, de la ligne politique du Chef qui donne le signal de la purge créatrice d'emplois. Il réalise également cette identité des intérêts publics et privés dont les défenseurs de l'Union soviétique ont coutume d'être si fiers (dans la version nazie, c'est l'abolition de la sphère de la vie privée), à tel point que tout individu de quelque importance doit son existence entière à l'intérêt politique du régime ; et quand cette identité effective d'intérêt est brisée, quand la purge suivante l'a balayé hors de son emploi, le régime s'assure qu'il disparaît du monde des vivants. D'une manière à peine différente, on a identifié l'agent double à la cause de la révolution (sans laquelle il perdrait sa place), et non pas uniquement à la police secrète car, là aussi, une spectaculaire ascension aboutirait nécessairement à une mort anonyme, le double jeu ne pouvant, selon toute vraisemblance, se pratiquer indéfiniment. Le gouvernement totalitaire, en fixant pour toutes les carrières les conditions de promotion qui ne valaient auparavant que pour le rebut de la société, a effectué un des changements les plus lourds de conséquences dans la psychologie sociale. La psychologie de l'agent double, qui voulait payer d'une vie courte quelques années d'existence exaltée, est par nécessité devenue la philosophie personnelle de toute la génération post-révolutionnaire en Russie, et à un degré moindre, quoique encore fort dangereux, de l'Allemagne de l'après-guerre.

Imprégnée des critères qui furent autrefois le monopole de la police secrète, et vivant de ses méthodes, telle se présente la société où sévit la police secrète totalitaire. Ce n'est qu'au début, quand il existe encore une lutte pour la prise du pouvoir, que ses victimes peuvent être soupçonnées d'opposition. Par la suite, elle s'engage dans la course totalitaire en persécutant l'ennemi objectif, qu'il s'agisse des Juifs ou des Polonais (comme dans le cas des nazis), ou des prétendus « contre-révolutionnaires » – accusation qui, « en Russie soviétique [...], est établie [...] avant qu'aucune question ait jamais été posée quant à [la] conduite [des accusés] » –, ces derniers pouvant être des gens qui, à un moment donné, avaient une boutique ou une maison, ou dont « les

parents ou les grands-parents possédaient de tels biens¹¹⁸», ou bien qui se trouvaient avoir appartenu à l'une des forces d'occupation de l'armée Rouge, ou encore qui étaient russes d'origine polonaise. C'est seulement dans sa phase ultime, quand le totalitarisme connaît son accomplissement, que les concepts d'ennemi objectif et de crime logiquement possible sont abandonnés, que les victimes sont choisies complètement au hasard et déclarées, sans même avoir été accusées, inaptes à vivre. Cette nouvelle catégorie « d'indésirables » peut se composer soit, comme dans le cas des nazis, des malades mentaux ou des malades cardiaques et pulmonaires, soit, comme en Union soviétique, des gens qui se trouvent faire partie du pourcentage prévu pour la déportation, variable d'une province à l'autre.

Cette cohérence dans l'arbitraire nie la liberté humaine plus efficacement que ne pourrait le faire aucune tyrannie. On pouvait au moins être l'ennemi de la tyrannie, afin d'être châtié par elle. La liberté d'opinion n'était pas abolie pour ceux qui avaient assez de courage pour risquer leur tête. Théoriquement, choisir l'opposition reste également possible dans les régimes totalitaires; mais une telle liberté est, en vérité, annihilée si commettre un acte volontaire assure seulement un « châtiement » que n'importe qui d'autre pourrait subir de toute façon. Dans ce système, la liberté a non seulement été réduite à son ultime et apparemment encore indestructible garantie, la possibilité du suicide, mais elle a de plus perdu sa marque distinctive car les conséquences sont les mêmes pour celui qui l'exerce et pour ceux qui sont tout à fait innocents. Si Hitler avait eu le temps de réaliser son rêve d'une loi générale sur la Santé en Allemagne, l'homme atteint d'une maladie pulmonaire eût connu le même sort qu'un communiste durant les premières années ou qu'un Juif pendant les dernières années du régime nazi. De même, l'opposant au régime qui partage en Russie le destin de millions de gens désignés pour les camps de concentration afin de remplir les quotas, ne fait qu'ôter à la police le fardeau d'un choix arbitraire. L'innocent et le coupable sont au même titre indésirables.

Le changement dans la conception du crime et des criminels détermine les nouvelles et terribles méthodes de la police secrète totalitaire. Les criminels sont châtiés, les indésirables disparaissent de la surface du globe; la seule trace qu'ils laissent derrière eux est le souvenir de ceux qui les connaissaient et les aimaient, et l'une des tâches

118. *The Dark Side of the Moon*, 1947.

les plus ardues de la police secrète est de s'assurer que ces traces elles-mêmes disparaissent avec le condamné.

L'Okhrana, prédécesseur tsariste de la Guépéou, avait, dit-on, inventé un système d'enquête: chaque suspect était inscrit sur une grande carte au centre de laquelle figurait son nom entouré de rouge; ses amis politiques étaient désignés par des cercles rouges plus petits et ses connaissances non politiques par des cercles verts; des cercles bruns indiquaient les personnes qui étaient en contact avec les amis du suspect mais qui n'étaient pas connues de lui personnellement; les recoupements entre les amis du suspect, politiques et non politiques d'une part et, d'autre part, les amis de ses amis, étaient indiqués par des lignes joignant les cercles respectifs¹¹⁹. Manifestement cette méthode n'a d'autres limites que la dimension des cartes; de plus, théoriquement, une seule gigantesque feuille montrerait les relations et le recoupement des relations de la population tout entière. Or, tel est précisément le but utopique de la police secrète totalitaire. Celle-ci a abandonné le vieux rêve traditionnel de la police que le détecteur de mensonges est encore censé pouvoir réaliser: elle n'essaie plus de découvrir qui est qui ou qui pense quoi. (Le détecteur de mensonges est peut-être l'exemple le plus pittoresque de la fascination que ce rêve exerce apparemment sur les esprits de tous les policiers; car il est évident qu'un appareil de mesure complexe ne permet pas d'établir grand-chose, si ce n'est le sang-froid ou la nervosité de ses victimes. De fait, la débilité du raisonnement qui préside à l'utilisation de ce mécanisme ne peut s'expliquer que par le désir irrationnel qu'une forme de lecture de la pensée soit malgré tout possible.) Ce vieux rêve suffisamment terrifiant, a, depuis des temps immémoriaux, invariablement engendré la torture et les plus abominables cruautés. Il n'avait qu'une chose pour lui: il demandait l'impossible. Le rêve moderne de la police totalitaire, avec ses techniques modernes, est incomparablement plus terrible. Maintenant, la police rêve qu'un seul coup d'œil à la gigantesque carte sur le mur du bureau suffise pour établir, à n'importe quel moment, qui est lié à qui, et à quel degré d'intimité; en théorie, ce rêve n'est pas irréalisable, même si son exécution technique présente inévitablement quelques difficultés. Si cette carte existait réellement, la mémoire elle-même ne pourrait se dresser contre l'ambition totalitaire de domination; avec une telle carte, il serait possible de faire disparaître les gens sans laisser aucune trace, comme s'ils n'avaient jamais existé.

119. Voir Maurice Laporte, *Histoire de l'Okhrana*, p. 39.

À en croire les récits des agents du NKVD arrêtés, la police secrète russe s'est approchée d'une manière inquiétante de cet idéal du pouvoir totalitaire. La police possédait sur chacun des habitants du vaste pays des dossiers secrets où étaient consignées les multiples relations existant entre les gens, des connaissances fortuites aux amitiés véritables et aux liens familiaux; car c'est uniquement pour découvrir ces relations que les accusés, dont les « crimes » ont de toute façon été établis « objectivement » avant leur arrestation, sont soumis à un interrogatoire aussi serré. Finalement, quant à ce don de la mémoire si dangereux pour le pouvoir totalitaire, les observateurs étrangers sentent que « s'il est vrai que les éléphants n'oublient jamais, les Russes nous semblent être tout le contraire des éléphants [...] la psychologie de la Russie soviétique semble rendre réellement possible l'amnésie totale¹²⁰ ».

On mesure l'importance de cette complète disparition de ses victimes, pour l'appareil de domination totale, dans ces occasions où, pour une raison ou pour une autre, le régime fut confronté à la mémoire des survivants. Pendant la guerre, un commandant SS commit la terrible faute d'informer une Française que son mari était mort dans un camp de concentration allemand; cette inadvertance provoqua une avalanche d'ordres et d'instructions à tous les commandants de camps, les avertissant qu'en aucun cas des informations ne devaient être données au monde extérieur¹²¹. En vérité, en ce qui concerne la veuve française, son mari était censé avoir cessé de vivre au moment de son arrestation; ou plutôt, il avait cessé d'avoir jamais vécu. De même, les officiers de police soviétiques, accoutumés dès leur naissance à ce système, ne pouvaient que regarder avec stupeur ces gens qui, en Pologne occupée, essayaient désespérément de savoir ce qui était arrivé à leurs amis ou à leurs parents arrêtés¹²².

Dans les pays totalitaires, tous les lieux de détention dirigés par la police sont faits pour être de véritables oubliettes où les gens glissent par accident, sans laisser derrière eux ces signes d'une existence révoquée que sont ordinairement un corps et une tombe. Au regard de cette invention toute nouvelle pour se défaire des gens, la vieille méthode du meurtre, politique ou criminel, est assurément inefficace. Le meurtrier laisse un cadavre derrière lui et, même s'il essaie d'effacer les traces de sa propre identité, il n'a pas le pouvoir d'extirper celle de sa

120. Friedrich Beck et W. Godin, *Russian Purge...*, p. 234 et 127.

121. *Voir Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. VII, p. 84 et suiv.*

122. *The Dark Side of the Moon.*

victime de la mémoire du monde survivant. La police secrète opère au contraire le miracle de faire en sorte que la victime n'ait jamais existé du tout.

La liaison entre la police secrète et les sociétés secrètes est évidente. Pour affermir sa position, la première a toujours dû agiter la menace que fait planer l'existence de ces dernières. La police secrète totalitaire est la première dans l'histoire qui n'ait jamais eu besoin et n'a jamais utilisé ces prétextes désuets dont usent les tyrans. Le caractère anonyme de ses victimes, qui ne sont pas à proprement parler des ennemis du régime, et dont l'identité est inconnue des persécuteurs jusqu'à ce qu'une décision arbitraire du gouvernement les élimine du monde des vivants, et extermine leur souvenir du monde des morts, est au-delà de tout secret; au-delà du silence le plus strict, au-delà même de la parfaite maîtrise en matière de double vie que la discipline des sociétés de conspirateurs avait coutume d'imposer à leurs membres. Les mouvements totalitaires qui, durant leur ascension au pouvoir, imitent certains faits caractéristiques de l'organisation des sociétés secrètes tout en s'affirmant au grand jour, ne créent une véritable société secrète qu'après l'établissement de leur suprématie. La société secrète des régimes totalitaires est la police secrète; le seul secret strictement gardé dans un pays totalitaire, le seul savoir ésotérique concerne les activités de la police et les conditions qui règnent dans les camps de concentration¹²³. Bien sûr, la population dans son ensemble, et singulièrement les membres du parti, connaissent la situation dans ses grandes lignes – que les camps de concentration existent, que des gens disparaissent, que des innocents sont arrêtés. Mais chacun sait en même temps que le plus grand crime, dans un pays totalitaire, est de parler de ces « secrets ». Pour autant que le savoir d'un homme dépend de l'affirmation et de la compréhension de ses semblables, ces informations partagées par tous mais gardées par chacun, et qui ne sont jamais communiquées, perdent leur caractère réel et se métamorphosent en un pur cauchemar. Seuls ceux qui détiennent ce savoir strictement ésotérique qu'est la connaissance des nouvelles catégories à venir d'indésirables, et des méthodes opérationnelles des cadres, sont en position de communiquer entre eux à

123. « Il y avait bien peu de choses qui n'étaient pas secrètes chez les SS. Mais le plus secret concernait les pratiques des camps de concentration. Les membres de la Gestapo eux-mêmes ne furent pas admis [...] à voir les camps sans une autorisation spéciale » (*Eugen Kogon, Der SS-Staat, 1946, p. 297*).

propos de ce qui constitue véritablement pour tous la réalité. Eux seuls sont en position de croire en ce qu'ils savent être vrai. Tel est leur secret, et c'est afin de le garder qu'ils sont constitués en organisation secrète. Ils en demeurent membres même si cette organisation secrète les arrête, les force à faire des aveux, et finalement les liquide. Aussi longtemps qu'ils conservent le secret, ils appartiennent à l'élite, et ils ont pour règle de ne jamais trahir, même lorsqu'ils sont en prison ou dans des camps de concentration¹²⁴.

Nous avons déjà remarqué que, parmi les nombreuses aberrations qui choquent le bon sens du monde non totalitaire, figure l'usage apparemment irrationnel que le totalitarisme fait des méthodes propres aux conspirateurs. Les mouvements totalitaires, apparemment persécutés par la police, n'usent que très modérément dans leur lutte pour le pouvoir des méthodes dont se servent les conspirateurs pour renverser le gouvernement, tandis que le totalitarisme au pouvoir, après qu'il a été reconnu par tous les gouvernements et qu'il a, en apparence, dépassé sa phase révolutionnaire, met en place une véritable police secrète et en fait le noyau de son gouvernement et de son pouvoir. Tout se passe comme si la reconnaissance officielle était ressentie comme une plus grande menace pour cette conspiration qu'est le mouvement totalitaire – une menace de désintégration interne – que les timides mesures prises par la police des régimes non totalitaires.

En vérité, les dirigeants totalitaires ont beau être fermement convaincus qu'il leur faut persévérer dans la fiction et dans les principes du monde fictif qui furent établis durant la lutte pour la prise du pouvoir, ils ne découvrent que peu à peu toutes les implications de ce monde fictif et de ses règles. Leur foi dans la toute-puissance de l'homme, leur certitude que tout est possible grâce à l'organisation, les amènent à expérimenter ce que des imaginations humaines avaient pu ébaucher mais qu'aucune activité humaine n'avait certainement jamais pu réaliser. Leurs hideuses découvertes dans le royaume du possible sont inspirées par un parti pris idéologique de scientificité qui s'est révélé être moins gouverné par la raison et moins disposé à reconnaître les faits que les plus aberrantes élucubrations de la spéculation préscientifique et préphilosophique. En fondant la société secrète qui désormais n'opère plus au grand jour, la société de la police secrète, du soldat politique ou du combattant idéologiquement aguerri, ils se donnent

124. Friedrich Beck et W. Godin, *Russian Purge...*, p. 169, rapportent comment les fonctionnaires du NKVD arrêtés «prenaient le plus grand soin de ne révéler aucun des secrets du NKVD».

les moyens de poursuivre leur indécente investigation expérimentale dans le monde du possible.

La conspiration totalitaire contre le monde non totalitaire, sa prétention à la domination planétaire, demeure d'un autre côté aussi ouvertement déclarée sous le règne totalitaire que dans les mouvements totalitaires. En pratique, elle est inculquée à la population des «sympathisants» embrigadés sous la forme d'une prétendue conspiration du monde entier contre leur propre pays. On propage la dichotomie totalitaire en faisant un devoir pour chaque ressortissant à l'étranger d'envoyer des rapports dans son pays aussi consciencieusement que s'il était un agent secret, et en traitant tout étranger comme s'il était un espion à la solde de son gouvernement¹²⁵. C'est pour rendre cette dichotomie effective en pratique, plutôt que pour des secrets précis, militaires ou autres, que des rideaux de fer séparent les habitants d'un pays totalitaire du reste du monde. Leur véritable secret, les camps de concentration, ces laboratoires d'expérimentation de la domination totale, est soustrait par les régimes totalitaires aux yeux de leur propre peuple aussi bien qu'à ceux de tous les autres.

Pendant très longtemps, la normalité du monde normal constitue la protection la plus efficace contre la divulgation des crimes de masse totalitaires. «Les hommes normaux ne savent pas que tout est possible¹²⁶»; en présence du monstrueux, ils refusent d'en croire leurs yeux et leurs oreilles, tout comme les hommes des masses ne font confiance ni à leurs yeux ni à leurs oreilles devant une réalité normale où il ne reste pas de place pour eux¹²⁷. La raison pour laquelle les régimes totalitaires peuvent aller si loin dans la réalisation d'un monde fictif, sans queue ni tête, est que le monde non totalitaire, auquel appartient toujours une grande partie de la population du pays totalitaire lui-même, se plaît lui aussi à prendre ses désirs pour la réa-

125. Typique de cet état d'esprit est le dialogue suivant dans *Dark Side of the Moon*: «À supposer qu'on soit un jour sorti de Pologne, la question suivante était invariablement: "Et pour le compte de qui faisiez-vous de l'espionnage?" Un homme [...] demandait: "Mais vous aussi vous avez des visiteurs étrangers. Est-ce que vous supposez qu'ils sont tous des espions?" La réponse était: "Qu'est-ce que vous croyez? Nous imaginez-vous assez naïfs pour ne pas en être parfaitement avertis?"»

126. David Rousset *L'Univers concentrationnaire*, 1946, p. 181f.

127. Les nazis étaient tout à fait conscients de la protection que leur assurait le mur d'incrédulité qui entourait leur entreprise. Un rapport secret adressé à Rosenberg sur le massacre de 5 000 Juifs en 1943 déclare explicitement: «Imaginez seulement que ces événements viennent à la connaissance de l'autre bord et soient exploités par lui. Il est tout à fait probable qu'une telle propagande n'aurait aucun impact pour cette seule raison qu'en entendant ou en lisant cela, les gens ne seraient pas prêts à le croire» (*Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. I, p. 1001).

lité, cette réalité qui est celle de la démence, tout autant que les masses en face du monde normal. Cette répugnance du sens commun à croire le monstrueux, le dirigeant totalitaire lui-même ne cesse de l'encourager : il s'assure qu'aucune statistique digne de foi, qu'aucun fait ni qu'aucun chiffre contrôlables ne soient jamais rendus publics, de telle sorte qu'il n'y ait que des récits subjectifs, invérifiables et sujets à caution à propos des lieux où sont relégués les morts-vivants.

Du fait de cette politique, les résultats de l'expérience totalitaire ne sont que partiellement connus. Bien que nous ayons assez de documents provenant des camps de concentration pour affirmer que la domination totale est possible et pour avoir un aperçu de l'abîme du « possible », nous ne connaissons pas l'étendue de la transformation des mentalités sous un régime totalitaire. Nous savons encore moins combien de gens normaux autour de nous seraient prêts à accepter le mode de vie totalitaire – autrement dit à payer d'une considérable amputation de la durée de leur vie l'assurance que tous leurs rêves de carrière seront accomplis. On saisit aisément à quel point la propagande et même certaines des institutions totalitaires répondent aux besoins des nouvelles masses déracinées, mais il est presque impossible de savoir combien d'entre eux, exposés plus longtemps à la perpétuelle menace du chômage, acquiescraient avec joie à une « politique de la population » qui consiste à éliminer régulièrement ceux qui sont en surnombre ; combien, après avoir pleinement pris conscience de leur inaptitude croissante à porter les fardeaux de la vie moderne, se conformeraient de gaieté de cœur à un système qui, en même temps que la spontanéité, élimine la responsabilité.

En d'autres termes, nous avons beau connaître les activités et le rôle spécifique de la police secrète totalitaire, nous ne savons pas dans quelle mesure et jusqu'à quel point le « secret » de cette société secrète correspond, à notre époque, aux désirs secrets et aux secrètes complacités des masses.

III. DOMINATION TOTALE

Les camps de concentration et d'extermination des régimes totalitaires servent de laboratoires où la conviction fondamentale du totalitarisme que tout est possible se vérifie. En comparaison de celle-ci, toutes les autres expériences sont secondaires – y compris celles qui touchent au domaine médical et dont les horreurs figurent en détail dans les minutes des procès intentés aux médecins du III^e Reich – bien

qu'il soit caractéristique que ces laboratoires aient été utilisés pour des expériences de toutes sortes.

La domination totale, qui s'efforce d'organiser la pluralité et la différenciation infinies des êtres humains comme si l'humanité entière ne formait qu'un seul individu, n'est possible que si tout le monde sans exception peut être réduit à une identité immuable de réactions : ainsi, chacun de ces ensembles de réactions peut à volonté être changé pour n'importe quel autre. Le problème est de fabriquer quelque chose qui n'existe pas, à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule « liberté » consisterait à « préserver l'espèce¹²⁸ ». La domination totalitaire essaie d'atteindre ce but de deux manières à la fois : par l'endoctrinement idéologique des formations d'élite, et par la terreur absolue dans les camps ; et les atrocités pour lesquelles les formations d'élite sont utilisées sans merci deviennent, en somme, l'application pratique de l'endoctrinement idéologique – le banc d'essai où ce dernier doit faire ses preuves – tandis que l'effroyable spectacle des camps eux-mêmes est censé fournir la vérification « théorique » de l'idéologie.

Les camps ne sont pas seulement destinés à l'extermination des gens et à la dégradation des êtres humains : ils servent aussi à l'horrible expérience qui consiste à éliminer, dans des conditions scientifiquement contrôlées, la spontanéité elle-même en tant qu'expression du comportement humain et à transformer la personnalité humaine en une simple chose, en quelque chose que même les animaux ne sont pas ; car le chien de Pavlov qui, comme on sait, était dressé à manger, non quand il avait faim, mais quand une sonnette retentissait, était un animal dénaturé.

Dans des circonstances normales, ce projet ne peut jamais être accompli parce que la spontanéité ne peut jamais être entièrement éliminée dans la mesure où ce n'est pas seulement à la liberté humaine mais à la vie elle-même qu'elle est liée, dans le sens d'un simple maintien en vie. C'est seulement dans les camps de concentration qu'une telle expérience est tant soit peu possible, et donc ils ne sont pas seulement « la société la plus totalitaire encore réalisée » (David Rousset), mais aussi l'idéal social exemplaire de la domination totale en général. Comme la stabilité du régime totalitaire dépend de l'isolement du monde fictif du mouvement par rapport au monde extérieur, l'expé-

128. Dans les Tischgespräche, Hitler répète plusieurs fois « qu'il [lutte] pour créer une situation où chaque individu sait qu'il vit et meurt pour la préservation de l'espèce » (p. 349). Voir aussi p. 347 : « Une mouche pond des millions d'œufs, qui tous périssent. Mais les mouches demeurent. »

rience de domination totale menée dans les camps de concentration dépend de leur soustraction de ces derniers au monde de tous les autres, le monde des vivants en général, même du monde extérieur constitué par un pays où règne le totalitarisme. Cet isolement explique le singulier manque de réalité et de crédibilité qui caractérise tous les récits en provenance des camps de concentration. Il constitue l'un des plus grands obstacles à une vraie compréhension de la domination totalitaire, dont le maintien ou la chute dépend de l'existence de ces camps de concentration et d'extermination, car, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, ces camps sont la véritable institution centrale du pouvoir d'organisation totalitaire.

Nombreux sont les récits des survivants¹²⁹. Plus ils sont authentiques, moins ils cherchent à communiquer de choses qui échappent à l'entendement et à l'expérience des hommes – c'est-à-dire des souffrances qui transforment les hommes en « animaux résignés¹³⁰ ». Aucun de ces récits n'inspire cette colère devant le crime et cette sympathie qui ont toujours mobilisé les hommes au service de la justice. Au contraire, tout homme qui parle ou écrit à propos des camps de concentration est encore tenu pour suspect; et si celui qui parle a résolument regagné le monde des vivants, il est souvent assailli de doutes sur sa propre bonne foi, aussi tenaces que s'il avait pris un cauchemar pour la réalité¹³¹.

129. Les meilleurs récits sur les camps de concentration nazis sont : David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947; Eugen Kogon, *Der SS-Staat*; Bruno Bettelheim, « On Dachau and Buchenwald » (de mai 1938 à avril 1939), dans *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. VII, p. 824 et suiv. Pour les camps de concentration soviétiques, voir l'excellent recueil des récits des survivants polonais, publié sous le titre *The Dark Side of the Moon*; également David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, *Forced Labor in Russia*, bien que ses récits soient parfois moins convaincants du fait qu'ils proviennent de personnalités « en vue » résolues à rédiger des manifestes et des actes d'accusation. 130. *The Dark Side of the Moon*; l'introduction souligne également ce manque singulier de communication : « Ils enregistrent mais ne communiquent pas. »

131. Voir en particulier Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald ») : « C'était comme si j'avais acquis la conviction que ces épreuves horribles et dégradantes n'arrivaient d'une certaine manière pas à "moi" en tant que sujet, mais à "moi" en tant qu'objet. Cette expérience fut corroborée par les dires des autres prisonniers [...]. C'était comme si j'étais spectateur d'événements où je ne jouais qu'un rôle très vague [...]. Ceci ne peut pas être vrai, de telles choses ne se sont tout simplement jamais produites. » [...] Les prisonniers devaient se persuader eux-mêmes que tout cela était réel, que c'était bien ce qui arrivait, et non un simple cauchemar. Ils n'y réussissaient jamais tout à fait. » Voir aussi David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, p. 213-214 : « Des yeux qui n'ont pas vu ne peuvent pas croire. Vous-même, avant d'être ici, aviez-vous pris au sérieux les rumeurs sur les chambres à gaz? – Non, dis-je. [...] – Voilà. Eh bien, ils sont tous comme vous. Tous à Paris, à Londres, à New York, et même à Birkenau, devant les fours crematoires. – J'y étais, moi, à Birkenau, en octobre 1942. Je les ai vus les sélectionnés encore incrédules, cinq minutes avant de descendre dans la cave du Krematorium. »

Ce doute des gens quant à eux-mêmes et à la réalité de leur propre expérience ne fait que révéler ce que les nazis ont toujours su : que les hommes déterminés à commettre des crimes trouveront commode de les organiser à l'échelle la plus vaste et la plus invraisemblable. Ce n'est pas seulement que cela rende inadéquats et absurdes tous les châtiments dont dispose le système juridique; c'est que l'immensité même des crimes donne aux meurtriers qui proclament leur innocence à grand renfort de mensonges l'assurance d'être crus plus volontiers que les victimes qui disent la vérité. Les nazis ne jugèrent même pas nécessaire de garder pour eux cette découverte. Hitler mit en circulation des millions d'exemplaires de son livre où il déclarait que, pour réussir, un mensonge doit être énorme – ce qui n'empêcha pas les gens de le croire, lui; de même les proclamations des nazis, répétées *ad nauseam*, selon lesquelles les Juifs seraient exterminés comme des punaises (c'est-à-dire au moyen de gaz toxiques), n'empêchèrent personne de *ne pas* y croire.

On est fortement tenté de trouver satisfaisante une explication de ce qui est intrinsèquement incroyable au moyen de rationalisations généreuses. En chacun de nous se cache une telle générosité, qui nous enjôle en prenant la voix du bon sens. La route qui mène à la domination totalitaire passe par bien des étapes intermédiaires, auxquelles nous pouvons trouver bien des analogies et des précédents. La terreur extraordinairement sanglante qui marque la première étape de la domination totalitaire sert évidemment l'unique dessein de défaire l'adversaire et de rendre toute opposition impossible à l'avenir; mais la terreur totale ne se déclenche qu'une fois la première étape franchie, lorsque le régime n'a plus rien à craindre de l'opposition. Dans ce contexte, on a souvent fait remarquer que les moyens étaient alors devenus la fin : mais, après tout, on ne fait ainsi qu'admettre, sous le déguisement du paradoxe, que la catégorie « la fin justifie les moyens » ne convient plus, que la terreur a perdu son « propos », qu'elle n'est plus le moyen qui permet d'effrayer les gens. Tout aussi insuffisante est l'explication d'après laquelle la révolution, comme dans le cas de la Révolution française, dévorait ses propres enfants. En effet, la terreur continue bien longtemps après qu'a été dévoré quiconque pourrait à un titre ou à un autre – appartenance aux factions russes, aux centres de décision du parti, à l'armée, à la bureaucratie – être décrit comme un enfant de la révolution. Bien des comportements qui sont de nos jours devenus la spécialité des gouvernements totalitaires ne sont que trop connus grâce à l'étude de l'histoire. Il y a pratiquement toujours eu des guerres d'agression; le massacre des populations ennemies après une victoire s'était impunément

pratiqué jusqu'à ce que les Romains le tempèrent par l'institution du *parcere subjectis*; au long des siècles, l'extermination des populations indigènes alla de pair avec la colonisation des Amériques, de l'Australie et de l'Afrique; l'esclavage est l'une des plus vieilles institutions de l'humanité et tous les empires de l'Antiquité furent fondés sur le travail d'esclaves appartenant à l'État qui construisirent leurs bâtiments publics. Les camps de concentration eux-mêmes ne sont pas une invention des mouvements totalitaires. Ils apparaissent pour la première fois au début du siècle, pendant la guerre des Boers, et on continua à les utiliser en Afrique du Sud ainsi qu'en Inde pour les «éléments indésirables»; là aussi nous trouvons l'expression de «détention protectrice» qui fut plus tard adoptée par le III^e Reich. Ces camps correspondent à bien des égards aux premiers camps de concentration de la domination totalitaire. Ils étaient utilisés pour les «suspects» dont les crimes ne pouvaient être prouvés, et qui ne pouvaient être condamnés en suivant le cours ordinaire de la justice. Tout cela met clairement en relief les méthodes totalitaires de domination: ce sont ces éléments qu'elles utilisent, développent et cristallisent sur la base du principe nihiliste du «tout est permis» dont elles héritèrent et qu'elles tinrent aussitôt pour acquis. Mais partout où ces nouvelles formes de domination revêtent leur structure authentiquement totalitaire, elles dépassent ce principe, encore trop lié à des motivations utilitaires et à l'intérêt personnel des gouvernants, et s'essaient à un domaine jusqu'à présent complètement ignoré de nous – le domaine où «tout est possible». Et, de manière assez caractéristique, il s'agit d'un domaine qu'aucune motivation utilitaire ou égoïste ne peut limiter, indifférent qu'il est à l'intérêt personnel.

Ce qui heurte le sens commun, ce n'est pas le principe nihiliste du «tout est permis» que l'on trouvait déjà au XIX^e siècle dans la conception utilitaire du sens commun. Ce que le sens commun et «les gens normaux» refusent de croire, c'est que tout est possible¹³². Nous essayons de comprendre des faits, dans le présent ou dans l'expérience remémorée, qui dépassent tout simplement nos facultés de compréhension. Nous essayons de classer dans la rubrique du crime ce qu'aucune catégorie de ce genre, selon nous, ne fut jamais destinée à couvrir. Quelle est la signification de la notion de meurtre lorsque nous nous trouvons en face de la production massive de cadavres? Nous essayons de comprendre du point de vue psychologique le com-

132. Le premier à comprendre cela fut David Rousset dans son *Univers concentrationnaire* [1946].

portement des détenus des camps de concentration et des SS, alors que nous devons prendre conscience du fait que la psyché *peut* être détruite sans que l'homme soit, pour autant, physiquement détruit; que, dans certaines circonstances, la psyché, le caractère et l'individualité ne semblent assurément se manifester que par la rapidité ou la lenteur avec lesquelles ils se désintègrent¹³³. Cela aboutit en tout cas à l'apparition d'hommes sans âmes, c'est-à-dire d'hommes dont on ne peut plus comprendre la psychologie, dont le retour au monde humain intelligible, soit psychologiquement, soit de toute autre manière, ressemble de près à la résurrection de Lazare. Toutes les affirmations du sens commun, qu'elles soient de nature psychologique ou sociologique, ne servent qu'à encourager ceux qui pensent qu'il est «superficiel» de «s'appesantir sur des horreurs¹³⁴».

S'il est vrai que les camps de concentration sont la plus importante institution de la domination totalitaire, «s'appesantir sur des horreurs» devrait sembler indispensable pour comprendre le totalitarisme. Mais le souvenir ne peut pas plus nous éclairer que le récit retenu du témoin oculaire. À ces deux genres est inhérente la tendance à fuir l'expérience: par instinct ou par raison, les deux types d'écrivain sont si conscients du terrible abîme qui sépare le monde des vivants de celui des morts-vivants, qu'ils ne peuvent fournir rien de plus qu'une série d'événements remémorés qui semblent aussi incroyables à ceux qui les relatent qu'à ceux qui les écoutent. Seule l'imagination terrifiée de ceux qu'ont éveillés de tels récits, sans qu'ils aient eux-mêmes été frappés dans leur propre chair, de ceux qui, épargnés par la terreur animale et désespérée – terreur qui, confrontée à l'horreur réelle, à l'horreur présente, paralyse inexorablement tout ce qui n'est pas pure réaction – seule cette imagination-là peut être capable d'une réflexion sur ces horreurs. De telles réflexions ne sont utiles que pour la perception des contextes politiques et pour la mobilisation des passions politiques. Un changement de personnalité, sous quelque forme que ce soit, ne peut pas davantage être causé par une réflexion sur les horreurs que par l'expérience réelle de l'horreur. La réduction d'un homme à un ensemble de réactions le sépare aussi radicalement qu'une maladie mentale de tout ce qui, en lui, est personnalité ou caractère. Lorsque, comme Lazare, il se lève d'entre les morts, il retrouve sa personnalité ou son caractère inchangés, exactement comme il les avait laissés.

133. David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, p. 587.

134. Voir Georges Bataille, dans *Critique*, janvier 1948, p. 72.

De même que l'horreur, ou l'insistance sur l'horreur, ne peut modifier un caractère, ni rendre les hommes meilleurs ou pires, de même l'horreur ne peut davantage devenir la base d'une communauté politique ou, en un sens plus restreint, d'un parti. Les tentatives de formation d'une élite européenne, avec un programme de compréhension intra-européenne fondé sur la commune expérience européenne des camps de concentration, ont échoué d'une manière tout à fait semblable à celles qui suivirent la Première Guerre mondiale, quand il s'agissait de tirer les conclusions de l'expérience internationale de la génération du front. Dans les deux cas, il s'est avéré que les expériences elles-mêmes ne pouvaient communiquer rien de plus que des banalités nihilistes¹³⁵. Les conséquences politiques, comme, par exemple, le pacifisme d'après-guerre, dérivait de la peur générale de la guerre, non de l'expérience de la guerre. Au lieu de produire un pacifisme dénué de réalité, la connaissance intime de la structure des guerres modernes, guidées et mues par la peur, aurait dû faire prendre conscience qu'il n'existe qu'un seul critère pour juger de la nécessité d'une guerre : que celle-ci soit un combat contre des conditions de vie que les peuples n'acceptent plus – et les expériences que nous avons connues, avec les tourments et l'enfer des camps totalitaires, ne nous ont que trop bien éclairés sur la possibilité de telles conditions¹³⁶. Ainsi, la peur des camps de concentration et l'aperçu qui en résulte sur la nature de la domination totale, peuvent-elles servir à invalider toutes les distinctions politiques obsolètes entre droite et gauche, et à fournir, par-delà celles-ci, la principale aune à laquelle apprécier les événements de notre temps, à savoir : servent-ils ou non la domination totalitaire ?

En tout cas, l'effroi dont est frappée l'imagination a le grand avantage de réduire à néant les interprétations sophistico-dialectiques de la politique, toutes fondées sur la superstition que du mal peut sortir le bien. De telles acrobaties dialectiques eurent un semblant de justification aussi longtemps que le pire traitement qu'un homme pouvait infliger à un autre était de le tuer. Mais, nous le savons aujourd'hui, le meurtre n'est qu'un moindre mal. Le meurtrier qui tue un homme – un homme qui devait de toute façon mourir – se meurt encore dans le

135. Le livre de David Rousset contient un grand nombre de ces « aperçus » sur la « nature » humaine, principalement fondés sur la constatation qu'au bout d'un certain temps, la mentalité des détenus se distingue à peine de celle des gardiens du camp.

136. Afin d'éviter les malentendus, il convient peut-être d'ajouter qu'avec l'invention de la bombe à hydrogène toute la question de la guerre a subi un autre changement décisif. Une discussion de cette question est, bien entendu, étrangère au thème de ce livre.

domaine de la vie et de la mort qui nous est familier ; toutes deux ont assurément un lien nécessaire, sur lequel se fonde la dialectique, même si elle n'en est pas toujours consciente. Le meurtrier laisse un cadavre derrière lui et ne prétend pas que sa victime n'a jamais existé ; s'il efface toutes traces, ce sont celles de son identité à lui, non le souvenir et le chagrin des personnes qui ont aimé sa victime ; il détruit une vie, mais il ne détruit pas le fait de l'existence lui-même.

Les nazis, avec la précision qui les caractérisait, avaient l'habitude d'enregistrer toutes opérations dans les camps de concentration sous la rubrique « Nuit et Brouillard (*Nacht und Nebel*) ». Le radicalisme des mesures prises pour traiter les gens comme s'ils n'avaient jamais existé, et pour les faire disparaître au sens littéral du terme, n'apparaît généralement pas à première vue parce que les deux systèmes allemand et russe, loin d'être uniformes, comprennent un ensemble de catégories par lesquelles les gens sont traités très différemment. Dans le cas de l'Allemagne, les différentes catégories utilisées coexistaient généralement dans le même camp, sans pour autant entrer en contacts entre elles ; fréquemment l'isolement des catégories entre elles fut plus strict que l'isolement vis-à-vis du monde extérieur. Ainsi, abstraction faite des considérations raciales, les ressortissants scandinaves, malgré leur hostilité déclarée aux nazis, étaient traités par les Allemands pendant la guerre d'une façon tout à fait différente que les membres des autres peuples. Ces derniers étaient à leur tour divisés entre ceux dont l'« extermination » était immédiatement programmée, par exemple les Juifs, ou était prévue dans un avenir proche, par exemple les Polonais, les Russes et les Ukrainiens, et ceux qui n'avaient fait l'objet d'aucune instruction allant dans le sens d'une aussi définitive « solution finale », comme les Français et les Belges. En Russie, d'un autre côté, nous devons distinguer trois systèmes plus ou moins indépendants. Premièrement, les groupes condamnés au travail forcé véritable qui jouissent d'une relative liberté et sont condamnés à des peines de durée limitée. Deuxièmement, il existe des camps de concentration où le matériau humain est exploité sans merci et où le taux de mortalité est extrêmement élevé mais qui sont essentiellement organisés en vue du travail. Il y a enfin les camps d'anéantissement où l'on extermine systématiquement les prisonniers, en les faisant mourir de faim et en les laissant dans le plus grand abandon.

La véritable horreur des camps de concentration et d'extermination réside en ce que les prisonniers, même s'il leur arrive d'en réchapper, sont coupés du monde des vivants bien plus nettement que s'ils étaient morts ; c'est que la terreur impose l'oubli. Là, le meurtre est

aussi impersonnel que le fait d'écraser un moucheron. La mort peut être la conséquence de la torture systématique et de la privation de nourriture, ou parce que le camp est surpeuplé et qu'il faut liquider le matériau humain superflu. Réciproquement, il peut se faire que, par suite d'une pénurie de livraison de nouveaux êtres humains, le danger d'un dépeuplement des camps se fasse sentir : ordre est alors donné de réduire à tout prix le taux de mortalité¹³⁷. David Rousset a intitulé le récit du temps qu'il a passé dans un camp de concentration allemand : *Les Jours de notre mort*; tout se passe effectivement comme s'il y avait une possibilité de rendre permanent le processus de la mort lui-même et d'imposer un état où vie et mort soient également vidées de leur sens.

C'est l'apparition d'un mal radical, inconnu de nous auparavant, qui met un terme à l'idée que des qualités évoluent et se transforment. Ici, il n'existe ni critères politiques, ni historiques, ni simplement moraux, mais tout au plus la prise de conscience qu'il y a peut-être dans la politique moderne quelque chose qui n'aurait jamais dû se trouver dans la politique au sens usuel du terme, à savoir le tout ou rien – tout, c'est-à-dire une infinité indéterminée de formes humaines de vie commune; ou rien, dans la mesure où une victoire du système concentrationnaire signifierait la même inexorable condamnation pour les êtres humains que l'emploi de la bombe à hydrogène aurait pour le destin de la race humaine.

Rien ne peut être comparé à la vie dans les camps de concentration. Son horreur, nous ne pouvons jamais pleinement la saisir par l'imagination, pour la raison même qu'elle se tient hors de la vie et de la mort. Aucun récit ne peut en rendre compte pleinement, pour la raison même que le survivant retourne au monde des vivants, ce qui l'empêche de croire pleinement à ses expériences passées. Cela lui est

137. Cela se produisit en Allemagne vers la fin de 1942, sur quoi Himmler notifia à tous les commandants des camps « de réduire à tout prix le taux de mortalité ». Car il s'avérait que sur 136 000 nouveaux arrivants, 70 000 étaient déjà morts en arrivant au camp, ou mouraient immédiatement après (voir *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. IV, annexe II). Les derniers récits des camps de concentration en Russie soviétique confirment unanimement qu'après 1949 – c'est-à-dire du temps où Staline était encore en vie – le taux de mortalité dans les camps, qui avait atteint précédemment 60 % des détenus, fut systématiquement abaissé, probablement en raison de la pénurie de main-d'œuvre généralisée et catastrophique en Union soviétique. Cette amélioration des conditions de vie ne doit pas être confondue avec la crise de régime qui suivit la mort de Staline, laquelle, d'une manière assez caractéristique, se fit d'abord sentir dans les camps de concentration. Cf. Wilhelm Starlinger, *Grenzen der Sowjetmacht...*, 1955.

aussi difficile que de raconter une histoire d'une autre planète : car le statut des prisonniers dans le monde des vivants, où personne n'est censé savoir s'ils sont vivants ou morts, est tel qu'il revient pour eux à n'être jamais nés. C'est pourquoi toutes les comparaisons créent la confusion et distraient l'attention de ce qui est essentiel. Le travail forcé dans les prisons et les colonies pénitentiaires, le bannissement, l'esclavage, semblent tous fournir, un temps, d'utiles éléments de comparaison; mais, en dernière analyse, ils ne mènent nulle part.

Le travail forcé en tant que châtiment est limité aussi bien en temps qu'en intensité. Le forçat conserve ses droits quant à sa personne physique; il n'est pas absolument torturé, et il n'est pas absolument dominé. Le bannissement ne bannit que d'une partie du monde vers une autre partie du monde, également habitée par des êtres humains; il n'exclut pas totalement du monde des hommes. Au cours de l'histoire, l'esclavage a été une institution inhérente à un ordre social; les esclaves n'étaient pas, comme les prisonniers des camps de concentration, soustraits aux regards et par conséquent à la protection de leurs semblables; comme instruments de travail, ils avaient un prix défini et, comme propriété, une valeur non moins définie. Le prisonnier d'un camp de concentration n'a pas de prix, puisqu'on peut toujours le remplacer; personne ne sait à qui il appartient puisque personne ne le voit jamais. Du point de vue d'une société normale, il est absolument superflu, même si, lorsque la pénurie de main-d'œuvre se fait durement sentir, comme ce fut le cas en Russie et en Allemagne pendant la guerre, on l'utilise comme travailleur.

Le camp de concentration en tant qu'institution n'a pas été établi en vue d'une productivité possible. L'unique fonction économique permanente des camps a consisté à financer leur propre appareil de surveillance; par conséquent, du point de vue économique les camps de concentration existent surtout pour eux-mêmes. Quel que soit le travail qui y est accompli, il l'eût été bien mieux et à moindres frais dans des conditions différentes¹³⁸. L'exemple de la Russie – dont

138. Voir Eugen Kogon, *Der SS-Staat*, p. 58 : « Une grande partie du travail accompli dans les camps de concentration était sans utilité, soit qu'il fût superflu, soit qu'il fût si mal organisé qu'on devait le recommencer deux ou trois fois. » Également Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald », p. 831-832) : « Les nouveaux prisonniers en particulier étaient contraints d'accomplir des tâches absurdes [...]. Ils se sentaient avilis [...] et préféraient un travail, même plus dur, qui produisit quelque chose d'utile... » Même D. J. Dallin [et Boris Nicolaevsky] dont tout le livre repose sur la thèse que le but des camps russes était de fournir de la main-d'œuvre à bas prix, est forcé d'admettre l'inefficacité des camps de travail (*Forced Labor in Russia*, p. 105).

les camps de concentration sont le plus souvent décrits comme des camps de travail forcé, la bureaucratie soviétique ayant voulu les honorer de cette appellation – montre très clairement que le travail forcé n'est pas la destination première. Le travail forcé est la condition normale de tous les travailleurs russes, qui ne jouissent pas de la liberté de mouvement et peuvent à tout moment être affectés arbitrairement n'importe où. Le caractère incroyable des horreurs est étroitement lié à leur inutilité sur le plan économique. Les nazis poussèrent carrément l'inutile jusqu'au nuisible quand, en pleine guerre, et malgré la pénurie de matériaux de construction et de matériel roulant, ils bâtirent d'énormes et coûteuses usines d'extermination et organisèrent le transport de millions de gens¹³⁹. Du point de vue d'un monde strictement utilitaire, la contradiction manifeste entre cette façon d'agir et les impératifs militaires donne à toute l'entreprise un air d'irréalité folle.

Cette atmosphère de folie et d'irréalité, créée par une apparente absence de but, est le véritable rideau de fer qui dissimule aux yeux du monde toutes les formes de camps de concentration. Vus de l'extérieur, ceux-ci, et ce qui s'y passe, ne peuvent être décrits qu'à l'aide d'images tirées d'une vie après la mort, d'une vie affranchie des soucis terrestres. On peut fort justement distinguer trois types de camps de concentration qui correspondent à trois conceptions fondamentales de la vie après la mort en Occident : Hadès, le Purgatoire, et l'Enfer. À Hadès correspondent ces manières relativement douces, autrefois populaires même dans les pays non totalitaires, de mettre à l'écart les éléments indésirables de toutes sortes – réfugiés, apatrides, asociaux et chômeurs ; comme tous les camps de personnes déplacées, qui ne sont rien d'autre que des camps pour des personnes devenues superflues et

Les théories courantes à propos du système concentrationnaire russe comme mesure économique destinée à fournir un appoint de main-d'œuvre bon marché se trouveraient clairement réfutées si se révélaient exacts les rapports récents concernant les amnisties de masse et la suppression des camps de concentration. Car si les camps avaient servi la réalisation d'un dessein économique important, le régime ne pourrait certainement pas se permettre de les liquider rapidement sans déclencher des conséquences graves pour le système économique tout entier.

139. En dehors des millions de gens qu'ils déportèrent vers les camps d'extermination, les nazis ne cessèrent de bâtir de nouveaux projets de colonisation – ils transportèrent des Allemands d'Allemagne ou des territoires occupés vers l'Est à des fins de colonisation. Cela constituait bien entendu un sérieux handicap pour les opérations militaires et l'exploitation économique. Pour les nombreuses controverses à ce sujet, et le perpétuel conflit entre la hiérarchie civile nazie dans les territoires occupés de l'Est et la hiérarchie SS, voir en particulier le vol. XXIX de The Trial of the Major War Criminals, 1947-1948.

importunes, ils ont survécu à la guerre. Le Purgatoire est représenté par les camps de travail en Union soviétique, où la négligence se combine avec un travail forcé chaotique. L'Enfer au sens le plus littéral a été incarné par ces types de camps réalisés à la perfection par les nazis : là, l'ensemble de la vie fut minutieusement et systématiquement organisé en vue des plus grands tourments possibles.

Ces trois types ont un point commun : les masses humaines qui y sont enfermées sont traitées comme si elles n'existaient plus, comme si ce qu'il advenait d'elles ne présentait plus d'intérêt pour personne, comme si elles étaient déjà mortes et qu'un esprit malin, pris de folie, s'amusait à les maintenir un temps entre la vie et la mort, avant de les admettre à la paix éternelle.

Ce ne sont pas tant les barbelés que l'irréalité soigneusement fabriquée de ceux qu'ils enferment qui provoque des sévices aussi extrêmes et fait en définitive passer l'extermination pour une mesure parfaitement normale. Tout ce qui a été accompli dans les camps nous est connu par le monde des fantasmes pervers et malins. Ce qui est difficile à comprendre, c'est que ces fantasmes, ces crimes sordides, ont eu lieu dans un monde fantomatique qui, néanmoins, s'est, pour ainsi dire, matérialisé en un monde achevé, pourvu de toutes les données sensorielles de la réalité, mais auquel manque la cohérence et la responsabilité sans lesquelles la réalité ne demeure pour nous qu'une masse de données incompréhensible. Le résultat en est qu'un lieu a été créé où des hommes peuvent être torturés et abattus, sans que pourtant ni les tourmenteurs ni les tourmentés, et encore moins les autres à l'extérieur, ne s'avisent qu'il s'agit là de quelque chose de plus qu'un jeu cruel ou qu'un rêve absurde¹⁴⁰.

Les films que les Alliés diffusèrent, en Allemagne et ailleurs, après la guerre, montrent clairement que cette atmosphère de folie et d'irréalité n'est pas dissipée par le reportage pur. Pour le spectateur non prévenu, ces images sont à peu près aussi convaincantes que des instantanés de substances mystérieuses pris lors de séances de spiritisme¹⁴¹.

140. Bruno Bettelheim (« On Dachau and Buchenwald ») note que dans les camps, les gardiens adoptaient envers l'atmosphère d'irréalité une attitude semblable à celle des prisonniers eux-mêmes.

141. Il n'est pas inutile de réaliser que toutes les images des camps de concentration induisent en erreur dans la mesure où elles ne montrent les camps que dans leur dernière phase, au moment où les troupes alliées y pénétrèrent. Il n'y avait pas de camps de la mort en Allemagne proprement dite, et à ce stade toute installation d'extermination avait déjà été démantelée. D'un autre côté, ce qui révolta le plus les Alliés et donna à leurs films leur caractère particulièrement horrible – la vue des squelettes

Le sens commun réagit aux horreurs de Buchenwald et d'Auschwitz par cet argument plausible: «Quel crime doivent avoir commis ces gens pour qu'on leur fasse des choses pareilles!»; ou, en Allemagne et en Autriche, au milieu de la famine, du surpeuplement et de la haine générale: «Dommage qu'ils aient arrêté de gazer les Juifs!»; et partout, il y eut ce haussement d'épaules sceptique qui accueille la propagande ratée.

Si la propagande de la vérité échoue à convaincre l'individu moyen parce qu'elle est trop horrible, elle est positivement dangereuse pour ceux qui savent d'après leurs propres fantasmes ce qu'ils sont capables de faire, et qui sont donc parfaitement prêts à croire à la réalité de ce qu'ils ont vu. Soudain, il devient évident que ce que l'imagination humaine avait depuis des milliers d'années rejeté dans un royaume hors du pouvoir humain peut se forger ici-bas maintenant: l'Enfer et le Purgatoire, et même l'ombre de leur durée éternelle, peuvent être créés grâce aux méthodes les plus modernes de destruction et de thérapie. À ces gens (et ils sont plus nombreux dans n'importe quelle grande ville que nous ne sommes prêts à l'admettre) l'enfer totalitaire ne prouve qu'une chose: que le pouvoir de l'homme est plus grand qu'ils n'eussent jamais osé l'imaginer; que l'homme peut réaliser des visions d'enfer sans que le ciel tombe ou que la terre s'ouvre.

Ces analogies, répétées dans maints récits du monde des mourants¹⁴², semblent exprimer plus qu'une tentative désespérée de dire ce qui est étranger au domaine du discours humain. Rien peut-être ne distingue plus radicalement les masses modernes de celles des siècles passés que la perte de la foi en un Jugement dernier: les pires ont perdu leur peur, les meilleurs leur espoir. Aussi incapables qu'avant de vivre sans peur et sans espoir, ces masses sont attirées par toute entreprise qui semble promettre la fabrication par l'homme du Paradis qu'elles avaient désiré et de l'Enfer qu'elles avaient redouté. De même qu'en ses aspects les plus populaires, la société sans classes de Marx présente une étrange ressemblance avec l'âge messianique, de même la

humains - n'était pas du tout caractéristique des camps de concentration allemands; l'extermination se pratiquait systématiquement par le gaz, et non par la privation de nourriture. La situation dans les camps fut une conséquence des événements qui se produisirent durant les derniers mois de la guerre: Himmler avait ordonné l'évacuation de tous les camps d'extermination de l'Est - les camps allemands se trouvèrent donc considérablement surpeuplés - et il n'était plus en mesure d'assurer le ravitaillement en Allemagne.

142. Que la vie dans un camp de concentration n'était qu'un processus de mort sans fin, c'est ce qu'a souligné David Rousset, Les Jours de notre mort, 1947, passim.

réalité des camps de concentration ne ressemble à rien tant qu'aux représentations médiévales de l'Enfer.

La seule chose qui ne peut être reproduite, c'est ce qui a rendu tolérables pour l'homme les conceptions traditionnelles de l'Enfer: le Jugement dernier, l'idée d'un critère absolu de justice combinée à la possibilité infinie de la grâce. Car, pour les hommes, il n'y a pas de crime ni de péché qui aient de commune mesure avec les tourments éternels de l'Enfer. D'où la déconfiture du sens commun, qui s'enquiert: quel crime ces gens peuvent-ils avoir commis pour souffrir de manière aussi inhumaine? D'où également l'innocence absolue des victimes: aucun homme n'a jamais mérité cela. D'où enfin le grotesque hasard qui présidait au choix des victimes des camps de concentration dans l'état de terreur achevée: un tel «châtiment» peut être infligé à quiconque avec une égale justice et injustice.

En comparaison de la démente du résultat final - la société concentrationnaire -, le processus par lequel les hommes sont préparés à cette fin, les méthodes employées pour adapter les individus à cet état de choses sont limpides et logiques. La fabrication massive et démentielle de cadavres est précédée par la préparation historiquement et politiquement intelligible de cadavres vivants. L'impulsion et, ce qui est plus important, le consentement tacite, donnés à l'apparition de cet état de choses sans précédent, sont le fruit de ces événements qui, dans une période de désintégration politique, ont soudain privé, contre toute attente, des centaines de milliers d'êtres humains de domicile et de patrie, en ont fait des hors-la-loi et des indésirables, tandis que des millions d'autres êtres humains sont devenus, à cause du chômage, économiquement superflus et socialement onéreux. Cela n'a pu à son tour se produire que parce que les droits de l'homme qui, philosophiquement, n'avaient jamais été établis mais seulement formulés, qui, politiquement, n'avaient jamais été garantis mais seulement proclamés, ont, sous leur forme traditionnelle, perdu toute validité.

Le premier pas essentiel sur la route qui mène à la domination totale consiste à tuer en l'homme la personne juridique. À cette fin, d'une part on soustrait certaines catégories de personnes à la protection de la loi tout en forçant par le biais de l'instrument de la dénationalisation le monde non totalitaire à les reconnaître hors-la-loi; d'autre part, on place le camp de concentration en dehors du système pénal normal et on sélectionne les détenus en dehors de la procédure judiciaire normale selon laquelle un crime déterminé encourt une sanction prévue d'avance. Ainsi, les criminels qui, pour d'autres raisons, sont un élé-

ment essentiel de la société concentrationnaire ne sont généralement envoyés dans un camp que pour l'achèvement de leur condamnation à la prison. En toutes circonstances, la domination totalitaire veille à ce que les catégories rassemblées dans les camps – les Juifs, les porteurs de maladies, les représentants des classes moribondes – aient déjà perdu toute capacité d'accomplir une action tant normale que criminelle. En termes de propagande, cela signifie que la « détention protectrice » est maniée comme une « mesure de police préventive »¹⁴³, autrement dit comme une mesure qui met les gens hors d'état d'agir. Les dérogations à cette règle en Russie peuvent être mises au compte d'un catastrophique manque de prisons et d'un désir, qui ne s'est pas jusque-là réalisé, de transformer tout le système pénal en un système concentrationnaire¹⁴⁴.

L'inclusion de criminels est nécessaire pour rendre plausible la propagande du mouvement qui prétend que l'institution est destinée à des éléments asociaux¹⁴⁵. Si les criminels ne font pas à proprement parler partie des camps de concentration, c'est seulement parce qu'il est plus difficile de tuer la personne juridique chez un homme qui s'est rendu coupable d'un crime que chez quelqu'un qui est totalement innocent. Si les criminels constituent une catégorie permanente parmi les détenus, il faut voir là une concession de l'État totalitaire aux préjugés de la société qui, de cette façon, est mieux préparée à s'accommoder de l'existence des camps. D'un autre côté, pour garder intact le système des camps, il est capital, aussi longtemps qu'existe un système pénal dans le pays, de n'y envoyer les criminels que pour parachever leur peine, c'est-à-dire au moment où ils devraient recouvrer la liberté. En aucun cas, le camp de concentration ne doit devenir un châtiment applicable à des délits bien définis.

143. Theodor Maunz (*Gestalt und Recht der Polizei*, 1943, p. 50) insiste sur le fait que les criminels ne doivent jamais être envoyés dans les camps pendant le temps où ils purgent leurs peines légales.

144. Le manque de places en prison fut tel en Russie que, dans les années 1925-1926, 36 % seulement des condamnations en justice purent être exécutées; voir David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, *Forced Labor in Russia*, p. 158 et suiv.

145. « La Gestapo et les SS ont toujours attaché une grande importance au mélange des catégories de détenus dans les camps. Dans aucun camp, les détenus n'ont appartenu exclusivement à une catégorie » (Eugen Kogon, *Der SS-Staat*, p. 19). En Russie, ce fut également une habitude dès le début de mêler prisonniers politiques et criminels. Durant les dix premières années du pouvoir soviétique, les groupes politiques de gauche bénéficiaient de certains privilèges; ce n'est que lorsque le caractère totalitaire du régime apparut pleinement « après la fin des années 20, que les politiques furent traités, même officiellement, plus mal que les vulgaires criminels » (David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, *Forced Labor in Russia*, p. 177 et suiv.).

L'amalgame des criminels à toutes les autres catégories a en outre l'avantage de faire brutalement sentir aux autres arrivants qu'ils sont tombés au plus bas degré de l'échelle sociale. Et, assurément, il s'avère bientôt qu'ils ont toutes les raisons d'envier le plus vil des voleurs ou des meurtriers. Mais en attendant, ce plus bas degré est un bon commencement. Plus, c'est un moyen efficace de camouflage: cela n'arrive qu'aux criminels et rien de pire n'arrive que ce qui, de manière méritée, arrive aux criminels.

Partout les criminels forment l'aristocratie des camps. (En Allemagne, pendant la guerre, ils furent remplacés dans ce rôle de direction par les communistes, car même un minimum de travail rationnel ne pouvait être effectué dans les conditions chaotiques créées par une administration formée de criminels. Ce ne fut là qu'une transformation temporaire des camps de concentration en camps de travail forcé, un phénomène étrangement atypique de durée limitée¹⁴⁶.) Ce qui porte les criminels à la direction, ce n'est pas tant l'affinité du personnel de surveillance avec des éléments criminels – en Union soviétique, les surveillants n'appartiennent apparemment pas, à la différence des SS, à une élite spécialement dressée à commettre des crimes¹⁴⁷ – c'est que les criminels sont les seuls à avoir été envoyés dans les camps en fonction d'une activité définie. Eux savent au moins pourquoi ils sont dans un camp de concentration et ils ont donc conservé un vestige de leur personne juridique. Pour les prisonniers politiques, cela n'est vrai que subjectivement: leurs actions, si tant est qu'il s'agisse vraiment d'actions et non de simples opinions, voire des vagues soupçons de quelque'un d'autre, ou encore d'une appartenance accidentelle à un groupe politiquement réprouvé, ne relèvent pas en règle générale du système légal normal du pays et ne sont pas juridiquement définies¹⁴⁸.

146. Le livre de David Rousset souffre d'une surestimation de l'influence des communistes allemands, qui dominaient pendant la guerre l'administration interne de Buchenwald.

147. Voir par exemple le témoignage de Mme Buber-Neumann (l'ancienne femme du communiste allemand Heinz Neumann) qui survécut aux camps de concentration soviétiques et allemands: « Il n'y eut jamais chez les Russes [...] comme chez les nazis la moindre trace de sadisme [...]. Nos gardiens russes étaient des hommes décents et non des sadiques, mais ils remplissaient loyalement les exigences du système inhumain » (Under Two Dictators, 1949).

148. Bruno Bettelheim (« Behavior in Extreme Situations », *Journal of Abnormal and Social Psychology*, vol. XXXVIII, n° 4, 1943) décrit l'estime que se portaient à eux-mêmes les criminels et les prisonniers politiques en comparaison de ceux qui n'étaient coupables de rien. Ces derniers « étaient les moins aptes à supporter le choc initial », les premiers à se désagréger. Bettelheim attribue cela à leur appartenance à la classe moyenne.

À l'amalgame des détenus politiques et criminels, par lequel commencèrent les camps de concentration en Russie et en Allemagne, s'ajouta très vite un troisième élément, qui devait bientôt devenir majoritaire parmi les détenus de tous les camps de concentration. Ce groupe majoritaire se composa dès lors de gens dont aucun acte ne pouvait motiver rationnellement l'arrestation, ni à leurs propres yeux, ni aux yeux de leurs bourreaux. En Allemagne, cet élément fut, après 1938, représenté par la masse des Juifs, et en Russie par tout groupe qui, sans rapport aucun avec ses agissements, avait déplu aux autorités. Ces groupes, innocents dans tous les sens du terme, sont les cobayes idéaux pour mener à bien l'expérience d'abolition et de destruction de la personne juridique et, par conséquent, ils forment, à la fois qualitativement et quantitativement, la principale catégorie de la population des camps. Ce principe trouva sa plus complète réalisation dans les chambres à gaz qui, ne serait-ce qu'à cause de leur énorme capacité, n'étaient pas destinées à des cas particuliers mais aux gens en général. Dans cet ordre d'idée, le dialogue suivant résume bien la situation de l'individu : « Est-ce que je puis demander pourquoi la chambre à gaz ? – Pourquoi êtes-vous né¹⁴⁹ ? » C'est ce troisième groupe des totalement innocents qui, à tout coup, subit dans les camps le sort le plus effroyable. Assimilés à cette catégorie, les criminels et les politiques, ainsi privés de la distinction protectrice d'avoir fait quelque chose, sont entièrement exposés à l'arbitraire. Mais le but ultime, partiellement atteint en Union soviétique et clairement indiqué dans les dernières phases de la terreur nazie, est de n'avoir pour toute population dans les camps que cette catégorie de gens innocents.

À la sélection totalement arbitraire des détenus s'oppose la répartition de ceux-ci à leur arrivée en catégories non significatives en elles-mêmes, mais utiles du point de vue de l'organisation. Dans les camps allemands on distinguait au moyen d'insignes, les criminels, les politiques, les asociaux, les délinquants religieux et les Juifs. Quand, après la guerre d'Espagne, les Français installèrent des camps de concentration, ils introduisirent immédiatement l'amalgame typiquement totalitaire entre politiques, criminels et innocents (en l'occurrence les apatrides) et, malgré leur inexpérience, ils se montrèrent remarquablement inventifs dans la création des catégories de prisonniers tout à fait vides de sens¹⁵⁰. Destinée au départ à empêcher que ne se déve-

149. David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, p. 71.

150. Pour la situation dans les camps de concentration français, voir Arthur Koestler, *Scum of the Earth*, 1941 [La Lie de la Terre, 1946].

loppât tout sentiment de solidarité entre les détenus, cette technique s'avéra particulièrement efficace parce que personne en effet ne pouvait savoir s'il appartenait à une catégorie meilleure ou pire que les autres. En Allemagne, cet édifice éternellement mouvant, quoique organisé de manière sophistiquée, fut doté d'une apparence de solidité par le fait qu'en toutes circonstances, et sans exception, les Juifs constituèrent la catégorie la plus basse. L'horrible et le grotesque là-dedans étaient que les détenus eux-mêmes s'identifiaient à ces catégories, comme si elles représentaient un dernier vestige authentique de leur personne juridique. Même si nous faisons abstraction de toutes les autres données, il n'est pas étonnant qu'un communiste de 1933 ait dû sortir des camps plus communiste qu'il n'y était entré, un Juif plus Juif, et, en France, la femme d'un légionnaire plus convaincue encore de la valeur de la Légion étrangère ; tout se passait, semblait-il, comme si ces catégories contenaient la dernière promesse d'un sort prévisible, comme si elles incarnaient quelque identité juridique ultime, donc plus fondamentale encore.

Tandis que la répartition des détenus en catégories n'est qu'une mesure tactique, une mesure d'organisation, la sélection arbitraire des victimes met en lumière le principe essentiel de l'institution. Si les camps de concentration avaient reposé sur l'existence d'adversaires politiques, ils n'auraient guère survécu aux premières années des régimes totalitaires. Il suffit de considérer le nombre des détenus à Buchenwald dans les années qui suivirent 1936 pour comprendre combien était indispensable à la survie des camps la présence d'innocents. « Les camps auraient complètement disparu si la Gestapo n'avait retenu que l'opposition pour critère des arrestations auxquelles elle procédait¹⁵¹ » ; et, vers la fin de 1937, Buchenwald, avec moins de 1000 détenus, fut bien près de disparaître, avant que les pogroms de novembre n'y amènent plus de 20000 nouveaux venus¹⁵². En Allemagne, après 1938, cet élément que formaient les gens innocents fut en majorité fourni par les Juifs ; en Russie il consista en groupes choisis arbitrairement parmi la population, et qui, pour une raison n'ayant aucunement trait à leurs agissements, étaient tombés en disgrâce¹⁵³. Mais si, en Allemagne, il fallut attendre 1938 pour que soit établi le camp de concentration sous

151. Eugen Kogon, *Der SS-Staat*, p. 6.

152. Voir *Nazi Conspiracy and Aggression*, 1946, vol. IV, p. 800 et suiv.

153. Friedrich Beck et W. Godin, *Russian Purge...*, déclarent explicitement que « les opposants ne constituaient qu'une proportion relativement faible de la population des prisons [en Russie] » (p. 87) et qu'il n'y avait aucune espèce de lien entre « l'emprisonnement d'un homme et un quelconque délit » (p. 95).

sa forme typiquement totalitaire, avec son immense majorité de détenus complètement « innocents », c'est au début des années 30 qu'il faut remonter en Russie, puisque, jusqu'alors, la population des camps consistait encore en criminels, en contre-révolutionnaires et en « politiques » (ce dernier terme désignant en l'occurrence les membres des factions déviationnistes). Depuis lors, il y eut tant de gens innocents dans les camps qu'il est difficile de les classer : ceux qui avaient un certain genre de contact avec un pays étranger, les Russes d'origine polonaise (de 1936 à 1938 en particulier), des paysans dont les villages, pour quelque raison économique, avaient été liquidés, des nationalités déportées, des soldats démobilisés de l'armée Rouge qui se trouvaient avoir appartenu à des régiments ayant trop longtemps stationné à l'étranger comme forces d'occupation ou qui étaient devenus prisonniers de guerre en Allemagne, etc. Mais l'existence d'une opposition politique n'est qu'un prétexte pour un système concentrationnaire, et l'objectif du système n'est pas atteint, même lorsque, sous l'effet de la plus monstrueuse terreur, la population se laisse plus ou moins volontairement « coordonner », autrement dit, lorsqu'elle renonce à ses droits politiques. Le but d'un système arbitraire est de détruire les droits civils de la population tout entière, de telle sorte qu'elle finisse par être mise hors-la-loi dans son propre pays, au même titre que les apatrides et les sans-logis. La destruction des droits de l'homme, l'assassinat de la personne juridique en lui sont un préalable nécessaire à la complète domination de celui-ci. Et cela ne vaut pas seulement pour ces catégories spéciales que sont par exemple les criminels, les adversaires politiques, les Juifs, les homosexuels, sur lesquelles se firent les premières expériences ; elle vaut pour tout ressortissant d'un État totalitaire. Le libre consentement constitue pour la domination totale un obstacle aussi grand que la libre opposition¹⁵⁴. L'arrestation arbitraire de personnes innocentes détruit la validité du libre consentement, de même que la torture – à la différence de la mort – détruit la possibilité d'opposition.

154. Bruno Bettelheim («*On Dachau and Buchenwald*»), quand il s'interroge sur le fait que la plupart des prisonniers « s'accommodaient des valeurs de la Gestapo », souligne que « cela n'était pas le résultat de la propagande [...] ». La Gestapo insistait sur le fait que, de toute façon, elle les empêcherait d'exprimer leurs sentiments » (p. 834-835). Himmler interdisait explicitement toute propagande, quelle qu'elle soit, dans les camps. « L'éducation consiste en la discipline, et non en une quelconque instruction sur une base idéologique. » « Sur l'organisation et les obligations des SS et de la police », Nationalpolitischer Lehrgang der Wehrmacht, 1937, tiré de Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 616 et suiv.

Toute restriction, même la plus tyrannique, à cette persécution arbitraire de certaines opinions de nature religieuse ou politique, de certains types de comportement social, intellectuel ou érotique, de certains « crimes » fraîchement inventés, rendrait les camps superflus, car à la longue aucune attitude ni aucune opinion ne peuvent résister à la menace d'une telle horreur. Surtout, elle favoriserait la mise en place d'un nouveau système judiciaire, qui, doté d'un peu de stabilité, ne manquerait pas de faire apparaître en l'homme une nouvelle personne juridique. Or, cela mettrait en échec la domination totalitaire. Le prétendu *Völkernutzen* [« Ce qui est utile à la Communauté »] des nazis, perpétuellement fluctuant (ce qui est utile aujourd'hui peut être nuisible demain), la ligne éternellement mouvante du parti en Union soviétique, qui, de par leur rétroactivité, renouvellent presque tous les jours le stock de gens susceptibles d'être envoyés dans les camps de concentration, constituent les uniques garants de la pérennité de ces derniers, et par là de la poursuite de l'entreprise d'abolition totale des droits de l'homme.

Le pas décisif suivant dans la préparation de cadavres vivants est le meurtre en l'homme de la personne morale. On y procède en rendant d'une manière générale, et pour la première fois dans l'histoire, le martyr impossible : « Combien, ici, croient encore à l'importance, même historique, d'une protestation ? Ce scepticisme-là, c'est le vrai chef-d'œuvre des SS. Leur grande réussite. Ils ont corrompu toutes les solidarités humaines. Ici la nuit est tombée sur l'avenir. Lorsqu'il n'y a plus de témoins, aucun témoignage n'est possible. Manifester alors que la mort ne peut plus être écartée, c'est vouloir lui donner un sens, agir au-delà de sa mort. Pour s'accomplir, un geste exige une signification sociale. Nous sommes ici des centaines de milliers à vivre sciemment dans l'absolue solitude. C'est pourquoi ils acceptent. Le sens de la résignation¹⁵⁵. »

Les camps et le meurtre des adversaires politiques font seulement partie de l'oubli organisé qui non seulement enveloppe ce véhicule de l'opinion publique qu'est la parole dite et écrite, mais s'étend même aux familles et aux amis des victimes. Chagrin et souvenir sont interdits. En Union soviétique, une femme devra entamer une procédure de divorce immédiatement après l'arrestation de son mari afin de protéger la vie de ses enfants ; si son mari a la chance de revenir, elle lui refusera avec indignation la porte du foyer¹⁵⁶. Le monde occidental a

155. David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, p. 464.

156. Voir le récit de Sergei Malakhov dans David J. Dallin et Boris Nicolaevsky, *Forced Labor in Russia*, p. 20 et suiv.

jusqu'ici, même dans ses périodes les plus noires, accordé à l'ennemi tué le droit au souvenir : c'était reconnaître comme allant de soi le fait que nous sommes tous des hommes (et *seulement* des hommes). C'est seulement parce qu'Achille se rendit aux funérailles d'Hector, parce que les gouvernements les plus despotiques honorèrent l'ennemi tué, parce que les Romains permirent aux chrétiens d'écrire leurs martyrologes, parce que l'Église gardait ses hérétiques vivants dans la mémoire des hommes, que tout ne fut pas perdu et ne put jamais l'être. Les camps de concentration, en rendant la mort elle-même anonyme (en faisant qu'il soit impossible de savoir si un prisonnier est mort ou vivant) dépouillaient la mort de sa signification : le terme d'une vie accomplie. En un sens ils dépossédaient l'individu de sa propre mort, prouvant que désormais rien ne lui appartenait et qu'il n'appartenait à personne. Sa mort ne faisait qu'entériner le fait qu'il n'avait jamais vraiment existé.

Cette attaque contre la personne morale pouvait encore se heurter à l'opposition de l'homme auquel sa conscience dit qu'il vaut mieux mourir en victime que vivre en bureaucrate du meurtre. La terreur totalitaire connut son suprême et terrifiant triomphe lorsqu'elle réussit à séparer la personne morale du salut individualiste et à rendre absolument problématiques et équivoques toutes les décisions de la conscience. Quand un homme est confronté à l'alternative de trahir et donc de tuer ses amis ou d'envoyer sa femme et ses enfants, dont il est en tout sens responsable, à la mort ; quand même le suicide signifierait le meurtre immédiat de sa propre famille – qu'est-il en mesure de décider ? L'alternative n'est plus entre le bien et le mal, mais entre le meurtre et le meurtre. Qui pourrait résoudre le dilemme moral de cette mère grecque, que les nazis laissèrent libre de choisir parmi ses trois enfants lequel devait être tué¹⁵⁷ ?

Grâce à la création de conditions où la conscience n'est plus d'aucun secours, où bien faire devient radicalement impossible, la complicité consciemment organisée de tous les hommes dans les crimes des régimes totalitaires s'étend aux victimes et prend ainsi un caractère vraiment total. Les SS impliquaient les détenus des camps de concentration – criminels, politiques, Juifs – dans leurs crimes en leur confiant dans une large mesure les responsabilités de l'administration ; ils les confrontaient ainsi à un dilemme sans issue : ou bien ceux-ci envoyaient leurs amis à la mort, ou bien ils participaient au

157. Voir Albert Camus, «The Human Crisis», Twice a Year, 1947 [*La Crise de l'homme*], NRF, 1996].

meurtre d'autres hommes qui se trouvaient leur être étrangers, et les contraignaient à se conduire, dans tous les cas, en meurtriers¹⁵⁸. L'important n'est pas seulement que la haine soit détournée des coupables (les *kapos* étaient plus haïs que les SS) mais que la ligne de démarcation entre persécuteur et persécuté, entre le meurtrier et sa victime, soit constamment estompée¹⁵⁹.

Une fois tuée la personne morale, il ne subsiste qu'un obstacle à la métamorphose des hommes en cadavres vivants : la différenciation des individus, l'identité unique de chacun. Sous une forme stérile cette individualité peut être préservée grâce à un stoïcisme tenace et il est certain que bien des hommes sous la domination totalitaire ont trouvé, et trouvent encore quotidiennement refuge dans cet absolu isolement d'une personnalité sans droits ou sans conscience. Il ne fait aucun doute que cet aspect de la personne humaine, dans la mesure où précisément il tient si essentiellement à la nature et à des forces échappant au contrôle de la volonté, est le plus difficile à détruire (détruit, il est aussi celui qui se reconstitue le plus aisément¹⁶⁰).

Les méthodes utilisées pour en finir avec ce caractère unique de la personne humaine sont nombreuses et nous n'essaierons pas d'en donner la liste. Il y a d'abord les monstrueuses conditions de transport vers les camps lorsque des milliers d'hommes sont entassés, nus, agglutinés les uns aux autres, dans des wagons à bestiaux, debout, des jours d'affilée, ballottés à travers la campagne ; il y a ensuite l'arrivée au camp, avec le choc savamment préparé des premières heures, avec le rasage du crâne, avec la tenue grotesque du camp, il y a enfin les tortures absolument inimaginables, juste dosées pour ne pas tuer le corps, en tout cas pas rapidement. Le but de toutes ces méthodes est toujours le même : il s'agit de manipuler le corps humain – avec ses infinies possibilités de souffrir – de manière à lui faire détruire la personne humaine aussi inexorablement que certaines maladies mentales d'origine organique.

158. Le livre de David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, consiste pour une bonne part en discussions de ce dilemme par les prisonniers.

159. Bruno Bettelheim, «On Dachau and Buchenwald», décrit le processus par lequel les gardiens aussi bien que les prisonniers étaient «conditionnés» à la vie dans le camp et avaient peur de retourner au monde extérieur. David Rousset a donc raison d'insister sur le fait que «la victime comme le bourreau étaient ignobles ; [que] la leçon des camps, c'est la fraternité de l'abjection» (*Les Jours de notre mort*, 1947, p. 588).

160. Bruno Bettelheim («On Dachau and Buchenwald») montre comment le «soutien principal des nouveaux prisonniers était de garder intacte leur personnalité», alors que le problème des vieux prisonniers était : «Comment vivre le mieux possible à l'intérieur du camp?»

C'est ici que se dévoile au grand jour la complète démente du processus tout entier. La torture est assurément un trait essentiel de tout l'appareil policier et judiciaire totalitaire; on s'en sert chaque jour pour faire parler les gens. Ce type de torture, dans la mesure où il poursuit un but défini, rationnel, a certaines limites: ou bien le prisonnier parle au bout d'un certain temps, ou bien on le tue. À cet usage rationnel de la torture s'ajouta dans les premiers camps de concentration nazis et dans les caves de la Gestapo celui d'un autre genre de torture, irrationnel et sadique. Pratiquée le plus souvent par les SA, cette dernière, loin d'avoir un but et d'être systématique, dépendait de l'initiative d'éléments dans une large mesure anormaux. La mortalité était si élevée que seul un petit nombre des détenus de 1933 survécut à ces premières années. Ce type de torture n'était, semblait-il, pas tant une institution à visée politique qu'une concession du régime à ses éléments criminels et anormaux, qui se voyaient ainsi récompensés des services rendus. Derrière l'aveugle bestialité des SA, il y avait souvent une haine profonde et un ressentiment pour tous ceux qui, socialement, intellectuellement ou physiquement, étaient mieux lotis qu'eux et qui désormais, comme pour réaliser leurs rêves les plus sauvages, se trouvaient en leur pouvoir. Ce ressentiment, qui ne disparut jamais entièrement des camps, nous frappe comme une dernière trace de sentiment humainement intelligible¹⁶¹.

La véritable horreur ne commença toutefois que lorsque les SS prirent en main l'administration des camps. L'ancienne bestialité spontanée fit place à une destruction absolument froide et systématique des corps humains, dans le dessein prémédité de détruire la dignité humaine; la mort était indéfiniment évitée ou reportée. Dès lors, les camps ne furent plus des parcs d'attraction pour des bêtes à forme humaine, pour des hommes qui relevaient d'asiles d'aliénés et de prisons; c'est l'inverse qui devint vrai: ils se transformèrent en «terrains d'entraînement», où des hommes parfaitement normaux furent entraînés à être des SS à part entière¹⁶².

161. David Rousset, *Les Jours de notre mort*, 1947, p. 390, rapporte la harangue suivante d'un SS à un professeur: «Vous avez été professeur; mais vous ne l'êtes plus. Vous n'êtes plus un grand monsieur. Vous êtes tout petit maintenant. Tout petit. C'est moi qui suis grand!»

162. Eugen Kogon, *Der SS-Staat*, p. 6, parle de la possibilité que les camps soient tenus comme laboratoires et champs de manœuvre pour les SS. Il donne également une bonne description de la différence entre les premiers camps administrés par les SA et les derniers dirigés par les SS. «Aucun de ces premiers camps n'a dépassé le chiffre de mille détenus. [...] La vie y défait toute description. Les récits des rares vieux prisonniers qui

L'assassinat de l'individualité, de ce caractère unique dont la nature, la volonté et le destin ont pourvu également tous les hommes, et qui est devenue une prémisse si évidente à tous les rapports humains que des jumeaux identiques inspirent un certain malaise, engendre une horreur qui éclipse largement l'atteinte à la personne juridique et politique et le désespoir de la personne morale. C'est cette horreur qui est à la source des généralisations nihilistes et de l'assez grande plausibilité de leurs affirmations selon lesquelles, par essence, les hommes sont tous pareillement des bêtes¹⁶³. En réalité, l'expérience des camps de concentration montre bien que des êtres humains peuvent être transformés en des spécimens de l'animal humain et que la «nature» de l'homme n'est «humaine» que dans la mesure où elle ouvre à

*survécurent à ces années, concordent tous pour affirmer qu'il n'y avait pratiquement pas une seule forme de perversion qui n'ait été pratiquée par les SA. Mais tous ces actes étaient le fait de la bestialité individuelle, et le système froid, parfaitement organisé, englobant des masses humaines, n'était pas encore en place. Celui-ci fut l'œuvre des SS» (ibid., p. 7). Ce nouveau système, avec sa mécanique, étouffait autant qu'il était humainement possible le sens de la responsabilité. Quand, par exemple, arrivait l'ordre de tuer chaque jour plusieurs centaines de prisonniers russes, on procédait à la tuerie en tirant par un trou pratiqué dans un mur, sans voir les victimes. (Voir Ernest Feder, «Essai sur la psychologie de la terreur», Synthèses, 1946.) D'un autre côté, la perversion fut artificiellement créée chez des êtres qui, autrement, eussent été normaux. David Rousset nous rapporte les paroles suivantes d'un gardien SS: «Je tape le plus souvent jusqu'à ce que j'éjacule. J'ai une femme et trois gosses à Breslau. J'étais autrefois un homme parfaitement normal. Voilà ce qu'ils ont fait de moi. Maintenant, quand ils me donnent une permission pour sortir, je ne vais plus chez moi. Je n'ose pas regarder ma femme en face» (*Les Jours de notre mort*, 1947, p. 273). Les documents sur l'époque hitlérienne contiennent de nombreux certificats attestant en moyenne la normalité de ceux à qui était confiée l'exécution du programme d'extermination de Hitler. On en trouve un bon recueil dans Léon Poliakov, «The Weapon of Antisemitism», publié par l'Unesco dans *The Third Reich* (1955). La plupart des hommes dans les unités utilisées à ces fins n'étaient pas des volontaires; on les avait recrutés dans la police ordinaire pour ces tâches particulières. Mais même les SS aguerris trouvaient cette sorte de devoir pire que le combat en première ligne. Dans son rapport sur une exécution massive opérée par les SS, un témoin oculaire fait un grand éloge de ce bataillon qui s'était montré tellement idéaliste qu'il fut capable de supporter l'entière extermination sans le soutien de l'«al-cool». Que l'on ait voulu éliminer toute motivation personnelle, toute passion pendant les «exterminations», et par là réduire au minimum les cruautés, c'est ce qu'atteste le fait qu'un groupe de médecins et d'ingénieurs, chargés de faire fonctionner les chambres à gaz, ne cessèrent d'y apporter des améliorations: or celles-ci n'étaient pas seulement destinées à augmenter la productivité des usines de cadavres; elles visaient aussi à accélérer et à adoucir le processus de la mort.*

163. Ce point est bien mis en relief dans l'œuvre de David Rousset. «Les conditions sociales de la vie dans les camps ont transformé la grande masse des détenus, qu'ils fussent allemands et déportés (quelles qu'aient été leur position sociale antérieure et leur formation [...]) en une plèbe dégénérée, entièrement soumise aux réflexes primitifs de l'instinct animal» (*Les Jours de notre mort*, 1947, p. 183).

l'homme la possibilité de devenir quelque chose de non naturel par excellence, à savoir un homme.

Après le meurtre de la personne morale et l'anéantissement de la personne juridique, la destruction de l'individualité est presque toujours couronnée de succès. On peut concevoir de faire appel à certaines lois de la psychologie des masses afin d'expliquer pourquoi des millions d'êtres humains se sont laissés mener sans résistance à la chambre à gaz mais ces lois n'expliqueraient rien d'autre que la destruction de l'individualité. Il est plus significatif que ceux qui, individuellement, avaient été condamnés à mort aient très rarement tenté d'entraîner avec eux un de leurs bourreaux, qu'il n'y ait guère eu de révoltes sérieuses, et que, même au moment de la libération, l'on n'ait vu que très peu de massacres spontanés de SS. Car détruire l'individualité, c'est détruire la spontanéité, le pouvoir qu'a l'homme de commencer quelque chose de neuf à partir de ses propres ressources, quelque chose qui ne peut s'expliquer à partir de réactions à l'environnement et aux événements¹⁶⁴. Rien donc ne demeure, sinon d'affreuses marionnettes à faces humaines, qui toutes se comportent comme le chien dans les expériences de Pavlov, qui toutes réagissent d'une manière parfaitement prévisible même quand elles vont à leur propre mort, et qui ne font que réagir. Tel est le véritable triomphe du système : « Le triomphe des SS exige que la victime torturée se laisse conduire à la corde sans protester, renonce, s'abandonne, dans le sens où elle cesse de s'affirmer. Et ce n'est pas pour rien. Ce n'est pas gratuitement, par sadisme uniquement, que les SS veulent cette défaite. Ils savent que le système qui réussit à détruire la victime avant qu'elle monte sur l'échafaud [...] est le meilleur, incomparablement, pour maintenir tout un peuple en esclavage. Dans la soumission. Rien n'est plus terrible que ces défilés de gens qui vont à la mort comme des mannequins. Celui qui les voit se dit : "Pour qu'ils aient pu être réduits ainsi, quelle puissance se cache dans la main des maîtres", et il retourne chez lui plein d'amertume, mais dompté¹⁶⁵. »

164. À ce contexte appartient également l'étonnante rareté des suicides dans les camps. Les suicides avaient lieu bien plus souvent avant l'arrestation et la déportation que dans le camp lui-même. Ceci s'explique bien sûr en partie par le fait qu'on s'efforçait par tous les moyens d'empêcher les suicides, qui sont, après tout, des actes spontanés. D'après les statistiques de Buchenwald (Nazi Conspiracy and Aggression, 1946, vol. IV, p. 800 et suiv.) il apparaît qu'à peine 0,5 % des morts sont à mettre au compte des suicides ; il n'y eut que deux suicides par an, alors que, dans le même temps, le chiffre total des morts atteignait 3 516. Les récits des camps russes font état du même phénomène (cf. par exemple, Wilhelm Starlinger, Grenzen der Sowjetmacht, p. 57).

165. David Rousset, Les Jours de notre mort, 1947, p. 525.

Si nous prenons au sérieux les aspirations totalitaires et si nous refusons de nous laisser abuser par ce qu'affirme à leur propos le sens commun – qu'elles sont utopiques, irréalisables –, il apparaît que la société de la mort instituée dans les camps est la seule forme de société où il soit possible de dominer entièrement l'homme. Ceux qui aspirent à la domination totale doivent liquider toute spontanéité, telle que ne manquera pas de la faire surgir la simple existence de l'individualité ; ils doivent les traquer toutes deux jusque dans leurs formes les plus intimes, si apolitiques et inoffensives qu'elles puissent paraître. Le chien de Pavlov, l'échantillon humain réduit aux plus élémentaires réactions, le faisceau de réactions auquel peut toujours être substitué un autre faisceau de réactions déterminant exactement le même genre de comportement, est le « citoyen » modèle d'un État totalitaire ; et un tel citoyen ne peut qu'être imparfaitement produit en dehors des camps.

L'inutilité des camps, l'aveu cynique de leur anti-utilité, ne sont qu'une apparence. En réalité ils sont plus utiles à la sauvegarde du pouvoir du régime qu'aucune de ses autres institutions. Sans les camps de concentration, sans la peur mal définie qu'ils inspirent, sans l'entraînement fort bien défini qu'ils offrent en matière de domination totalitaire (nulle part ailleurs on ne pourrait en éprouver pleinement toutes les possibilités les plus radicales), un État totalitaire ne pourrait jamais inspirer le fanatisme aux troupes qui en sont le noyau, ni maintenir un peuple tout entier en complète apathie. Les dominants et les dominés ne retomberaient que trop vite dans « la vieille routine bourgeoise » ; après les « excès » de la jeunesse, ils succomberaient au poids de la vie quotidienne et de ses lois humaines ; bref, ils évolueraient dans la direction que tous les observateurs, encouragés par le sens commun, aimaient tant à prédire. L'erreur tragique de toutes ces prophéties, qui prirent naissance en un monde encore en sécurité, était de supposer l'existence d'une nature humaine unique et inaltérable ; elle était d'identifier cette nature humaine à l'histoire, et d'en conclure que la domination totale était non seulement inhumaine mais encore irréaliste. Entre-temps, nous avons appris que le pouvoir de l'homme est si grand qu'il peut réellement devenir ce qu'il désire être.

Il est dans la nature même des régimes totalitaires de revendiquer un pouvoir illimité. Un tel pouvoir ne peut être assuré que si tous les hommes littéralement, sans exception aucune, sont dominés de façon sûre dans chaque aspect de leur vie. Dans le domaine des affaires étrangères, les nouveaux territoires neutres ne doivent jamais cesser d'être soumis, tandis qu'à l'intérieur, des groupements humains tou-

jours nouveaux doivent être domptés par l'expansion des camps de concentration ou, quand les circonstances l'exigent, être liquidés pour faire place à d'autres. Le problème de l'opposition est sans importance, tant dans les affaires étrangères qu'intérieures. Toute neutralité, toute amitié même, dès lors qu'elle est spontanément offerte, est, du point de vue de la domination totalitaire, aussi dangereuse que l'hostilité déclarée : car la spontanéité en tant que telle, avec son caractère difficile à apprécier, est précisément le plus grand de tous les obstacles à l'exercice d'une domination totale sur l'homme. Aux communistes des pays non communistes qui se réfugièrent ou furent appelés à Moscou, une amère expérience apprit qu'ils constituaient une menace pour l'Union soviétique. Les communistes convaincus sont en ce sens, qui est le seul à avoir quelque réalité aujourd'hui, aussi ridicules et aussi menaçants aux yeux du régime russe que les nazis convaincus de la faction Röhm l'étaient par exemple aux yeux des nazis.

Ce qui rend si ridicules et si dangereuses toute conviction et toute opinion dans la situation totalitaire, c'est que les régimes totalitaires tirent leur plus grande fierté du fait qu'ils n'en ont pas besoin, non plus que d'aucune forme de soutien humain. Les hommes, dans la mesure où ils sont plus que la réaction animale et que l'accomplissement de fonctions, sont entièrement superflus pour les régimes totalitaires. Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont superflus. Le pouvoir total ne peut être achevé et préservé que dans un monde de réflexes conditionnés, de marionnettes ne présentant pas la moindre trace de spontanéité. Justement parce qu'il possède en lui tant de ressources, l'homme ne peut être pleinement dominé qu'à condition de devenir un spécimen de l'espèce animale homme.

C'est pourquoi le caractère est une menace et même les règles légales les plus iniques sont un obstacle ; mais l'individualité, comme tout ce qui, bien sûr, distingue un homme d'un autre, est intolérable. Aussi longtemps qu'on n'a pas rendu tous les hommes également superflus – et c'est là ce qui ne s'est fait que dans les camps de concentration – l'idéal de la domination totalitaire n'a pas été pleinement réalisé. Les États totalitaires s'efforcent sans cesse, même s'ils n'y réussissent pas toujours complètement, de démontrer que l'homme est superflu, en pratiquant la sélection arbitraire des divers groupes à envoyer dans les camps, en procédant constamment à des purges dans l'appareil dirigeant et à des liquidations de masse. Le sens commun proteste désespérément que les masses sont soumises et que tout ce gigantesque appareil de terreur est donc superflu ; s'ils étaient capables de dire la

vérité, les dirigeants totalitaires répliqueraient : l'appareil ne vous semble superflu que parce qu'il sert à rendre les hommes superflus.

La tentative totalitaire de rendre les hommes superflus reflète l'expérience que font les masses modernes de leur superfluité sur une terre surpeuplée. Le monde du mourir, où l'on enseigne aux hommes qu'ils sont superflus à travers un mode de vie où le châtement n'est pas fonction du crime, où l'exploitation se pratique sans profit, où le travail ne produit rien, est un lieu où se fabrique quotidiennement de l'absurde. Pourtant, dans le cadre de l'idéologie totalitaire, rien ne pourrait être plus sensé ni logique ; si les détenus sont de la vermine, il est logique qu'on doive les tuer avec des gaz toxiques ; s'ils sont dégénérés, on ne doit pas les laisser contaminer la population ; s'ils ont des « âmes d'esclaves » (Himmler), personne ne doit perdre son temps à tenter de les rééduquer. Du point de vue de l'idéologie, le défaut des camps est presque qu'ils ont trop de sens, et que l'exécution de la doctrine est trop cohérente.

Ainsi, tout en vidant résolument et cyniquement le monde de la seule chose qui ait un sens pour le sens commun et ses prévisions utilitaires, les régimes totalitaires lui imposent une sorte de sur-sens que les idéologies ont effectivement toujours eu en vue lorsqu'elles prétendaient avoir découvert la clef de l'histoire, ou la solution aux énigmes de l'univers. Par-delà le non-sens de la société totalitaire, et sur lui, s'établit le règne du ridicule sur-sens de sa superstition idéologique. Les idéologies ne sont inoffensives, elles ne sont des opinions arbitraires que tant qu'on ne les prend pas au sérieux. Une fois prise en son sens littéral leur prétention à une totale validité, celles-ci deviennent les centres de systèmes logiques où, comme dans les systèmes des paranoïaques, tout s'enchaîne de manière intelligible et même obligatoire dès lors qu'est acceptée la première prémisse. La démente de tels systèmes réside non seulement dans leur première prémisse, mais encore dans la logique même de leur construction. La curieuse logique de tous les « ismes », leur foi simpliste en la valeur salutaire d'une dévotion aveugle qui ne tient aucun compte des facteurs spécifiques et changeants, contiennent déjà en germes le mépris totalitaire pour la réalité et les faits en eux-mêmes.

Le sens commun, enclin qu'il est à penser de manière utilitaire, n'est d'aucun secours contre ce sur-sens idéologique, dans la mesure où les régimes totalitaires instaurent un monde qui fonctionne dans le non-sens. Le mépris idéologique des faits en eux-mêmes contenait encore la prétention d'une maîtrise humaine du monde ; après tout, c'est le

mépris de la réalité qui permet de changer le monde, de promouvoir la création humaine. Ce qui détruit l'élément d'orgueil présent dans le mépris totalitaire de la réalité (et qui, du même coup, le distingue radicalement des théories et des attitudes révolutionnaires), c'est le sur-sens qui donne au mépris de la réalité sa force, sa logique, sa cohérence. Ce qui constitue un édifice véritablement totalitaire, c'est, hormis l'affirmation bolchevique que l'actuel système russe est supérieur à tous les autres, le fait que le dirigeant totalitaire tire de cette affirmation la conclusion suivante, d'une logique impeccable : sans ce système les gens n'auraient pu construire quelque chose d'aussi merveilleux que, mettons, le métro. De là, il tire à nouveau la conclusion logique que quiconque connaît l'existence du métro parisien est suspect, car il peut amener les gens à douter que la politique bolchevique soit la seule possible. Ceci conduit enfin à la conclusion que pour demeurer un Bolchevik loyal, il faut détruire le métro parisien. Seule compte la cohérence.

Avec ces nouvelles structures, bâties sur la force du sur-sens et mues par leur dimension de système logique, nous sommes certes à la fin de l'ère bourgeoise des profits et de la puissance, à la fin tout aussi bien de l'impérialisme et de l'expansion. L'agressivité du totalitarisme ne naît pas de l'appétit de puissance et son expansionnisme ardent ne vise pas l'expansion pour elle-même, non plus que le profit ; leurs raisons sont uniquement idéologiques : il s'agit de rendre le monde cohérent, de prouver le bien-fondé de son sur-sens.

C'est principalement au nom de ce sur-sens, au nom d'une complète cohérence, que le totalitarisme doit nécessairement détruire toute trace de ce qu'il est convenu d'appeler la dignité humaine. Car le respect de la dignité humaine implique que l'on reconnaisse les autres hommes ou les autres nations au même titre que soi comme des sujets, comme des bâtisseurs de mondes ou comme les cofondateurs d'un monde commun. Aucune des idéologies qui visent à donner une explication exhaustive des événements historiques du passé et à tracer le cours de tous les événements futurs ne peut supporter l'imprévisibilité inhérente à la créativité des hommes, à leur faculté de créer quelque chose de tellement nouveau que personne n'aurait pu le prévoir.

Le dessein des idéologies totalitaires n'est donc pas de transformer le monde extérieur, ni d'opérer une transmutation révolutionnaire de la société, mais de transformer la nature humaine elle-même. Les camps de concentration sont les laboratoires où l'on expérimente des mutations de la nature humaine, et leur infamie n'est donc pas seulement l'affaire de leurs détenus et de ceux qui les administrent selon des cri-

tères strictement « scientifiques » ; elle est l'affaire de tous les hommes. Les souffrances – qui ont toujours été trop nombreuses sur la terre – ne sont pas le fond du problème, non plus que le nombre des victimes. C'est la nature humaine en tant que telle qui est en jeu ; et même s'il semble que ces expériences ne réussissent pas à changer l'homme, mais seulement à le détruire, en créant une société où la banalité nihiliste de *l'homo homini lupus* est réalisée de manière conséquente, on ne devrait jamais perdre de vue les nécessaires limites d'une expérience qui requiert un contrôle global des résultats concluants. Jusqu'à présent, la croyance totalitaire que tout est possible semble n'avoir prouvé qu'une seule chose, à savoir : que tout peut être détruit. Néanmoins, en s'efforçant de prouver que tout est possible, les régimes totalitaires ont découvert sans le savoir l'existence de crimes que les hommes ne peuvent ni punir ni pardonner. En devenant possible, l'impossible devient le mal absolu, impunissable autant qu'impardonnable, celui que ne pouvaient plus expliquer les viles motivations de l'intérêt personnel, de la culpabilité, de la convoitise, du ressentiment, de l'appétit de puissance et de la couardise ; celui, par conséquent, que la colère ne pouvait venger, que l'amour ne pouvait endurer, ni l'amitié pardonner. De même que les victimes, dans les usines de la mort ou dans les oubliettes, ne sont plus « humaines » aux yeux de leurs bourreaux, de même, cette espèce entièrement nouvelle de criminels est au-delà des limites où la solidarité humaine peut s'exercer dans le crime.

C'est un trait inhérent à toute notre tradition philosophique que nous ne pouvons pas concevoir un « mal radical » : cela est vrai aussi bien pour la théologie chrétienne qui attribuait au diable lui-même une origine céleste, que pour Kant, le seul philosophe qui, dans l'expression qu'il forgea à cet effet, dut avoir au moins soupçonné l'existence d'un tel mal, quand bien même il s'empessa de le rationaliser par le concept d'une « volonté perverse », explicable à partir de mobiles intelligibles. Ainsi, nous n'avons, en fait, rien à quoi nous référer pour comprendre un phénomène qui ne cesse de nous confronter à une réalité accablante, et qui brise toutes les normes connues de nous. Une seule chose semble claire : le mal radical est, peut-on dire, apparu en liaison avec un système où tous les hommes sont, au même titre, devenus superflus. Les manipulateurs de ce système sont autant convaincus de leur propre superfluité que de celle des autres, et les meurtriers totalitaires sont d'autant plus dangereux qu'ils se moquent d'être eux-mêmes vivants ou morts, d'avoir jamais vécu ou de n'être jamais nés. Le danger des fabriques de cadavres et des oubliettes consiste en ceci :

aujourd'hui, avec l'accroissement démographique généralisé, avec le nombre toujours plus élevé d'hommes sans feu ni lieu, des masses de gens en sont constamment réduites à devenir superflues, si nous nous obstinons à concevoir notre monde en termes utilitaires. Partout les événements politiques, sociaux et économiques conspirent en silence avec les instruments totalitaires élaborés pour rendre les hommes superflus. La tentation implicite envers cet état de choses est bien comprise par les masses qui, avec leur bon sens utilitaire, sont trop désespérées dans la plupart des pays pour garder bien présente la peur de la mort. Les nazis et les Bolcheviks peuvent en être sûrs : leurs entreprises d'anéantissement, qui proposent la solution la plus rapide au problème de la surpopulation, au problème de ces masses humaines économiquement superflues et socialement déracinées, attirent autant qu'elles mettent en garde. Les solutions totalitaires peuvent fort bien survivre à la chute des régimes totalitaires, sous la forme de tentations fortes qui surgiront chaque fois qu'il semblera impossible de soulager la misère politique, sociale et économique d'une manière qui soit digne de l'homme.